



**PRÉFET
DU VAL-D'OISE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction de la coordination
et de l'appui territorial**

INSTALLATIONS CLASSÉES POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

**Arrêté n° IC-22-029
imposant des prescriptions complémentaires et actualisant le tableau de
classement des installations à la société AUTO 2001 à GONESSE**

Le préfet du Val-d'Oise

Chevalier de l'Ordre national du Mérite

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles R. 181-45 et R. 181-46 ;

Vu le décret du Président de la République du 17 janvier 2018 nommant M. Maurice BARATE, secrétaire général de la préfecture du Val-d'Oise ;

Vu le décret du Président de la République du 9 mars 2022 nommant M. Philippe COURT, préfet du Val-d'Oise (hors classe) ;

Vu le plan régional de prévention et de gestion des déchets (PRPGD) de la région Île-de-France approuvé le 21 novembre 2019 ;

Vu le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) Seine Normandie 2016-2021 ;

Vu le schéma d'aménagement et de gestion des eaux (SAGE) Croult-Enghien-Vieille-Mer ;

Vu l'arrêté préfectoral du 9 août 2012 autorisant la société AUTO 2001 à exploiter des installations de dépollution et de démontage de véhicules hors d'usage sur le territoire de la commune de GONESSE – Nationale 370 – Les Tulipes de France ;

Vu l'arrêté préfectoral n°IC-20-063 du 14 septembre 2020 de mise en demeure à l'encontre de la société AUTO 2001 ;

Vu l'arrêté préfectoral d'autorisation n°IC-20-099 du 26 novembre 2020 autorisant la société AUTO 2001 à exploiter une ligne de broyage de VHU et de déchets métalliques ainsi que des activités de collecte, récupération et tri de déchets métalliques (déchets non dangereux), de batteries (déchets dangereux) et de déchets d'activités économiques sur son site situé sur le territoire de la commune de GONESSE – Nationale 370 – Les Tulipes de France ;

Vu l'arrêté préfectoral n°IC-20-105 du 10 décembre 2020 modifiant l'arrêté préfectoral d'autorisation n°IC-20-099 du 26 novembre 2020 susvisé délivré à la société AUTO 2001 ;

Vu l'arrêté préfectoral n°22-062 du 28 mars 2022 donnant délégation de signature à M. Maurice BARATE, secrétaire général de la préfecture du Val-d'Oise ;

Vu le porter à connaissance du 6 janvier 2021 par lequel la société AUTO 2001 informe M. le préfet de son projet de modifications des conditions d'exploitation des installations de son site de GONESSE ;

Vu la demande d'examen au cas par cas transmise le 4 juin 2021 par la société AUTO 2001 relative à son projet de modification des conditions d'exploitation de ses installations situées sur le territoire de la commune de GONESSE – Nationale 370 – Les Tulipes de France ;

Vu la décision n° DRIEAT-UD-95-004-2021 du 21 juin 2021 dispensant la société AUTO 2001 de réaliser une évaluation environnementale en application des articles L. 122-1 et article R. 122-3 du code de l'environnement ;

Vu le rapport de la directrice régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France du 17 mars 2022 ;

Vu la lettre préfectorale du 24 mai 2022 adressant le projet d'arrêté préfectoral à la société AUTO 2001 et lui accordant un délai de quinze jours pour formuler ses observations ;

Considérant que ce délai s'est écoulé sans observation de la part de la société AUTO 2001 ;

Considérant que la société AUTO 2001 exploite sur le territoire de la commune de GONESSE une installation de stockage, de démontage, de dépollution et de broyage de véhicules hors d'usage (VHU) autorisée par les arrêtés préfectoraux susvisés ;

Considérant que le projet de modification sollicité par l'exploitant, dans son porter à connaissance du 6 janvier 2021 susvisé, consiste en l'extension de la surface d'exploitation aux fins de mieux organiser les aires de transit de véhicules hors d'usage sur l'ensemble du site tout en respectant les hauteurs réglementaires d'entreposage ;

Considérant que le projet a pour conséquence, en termes d'activité ICPE, l'augmentation au titre de la rubrique 2712 de la capacité de stockage du site pour ce type de déchets qui passera de 9 270 m² (actuellement) à 53 740 m² dans l'attente de la mise en place du broyeur ayant fait l'objet de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 26 novembre 2020 modifié par l'arrêté préfectoral du 10 décembre 2020 susvisé, puis, après mise en fonctionnement de la ligne de broyage précitée, à 37 340 m² sans impliquer aucun changement de régime de classement ;

Considérant que ce projet a été dispensé par la décision n° DRIEE-UD95-004-2021 du 21 juin 2021 susvisée de la réalisation d'une évaluation environnementale en application de l'article R. 122-3 du code de l'environnement ;

Considérant que ce projet consiste également en la régularisation d'une zone de stockage existante, laquelle nécessite des travaux d'étanchéité des deux bassins de rétentions existants, lesquels sont prévus dans le dossier de porter à connaissance du 6 janvier 2021 susvisé, et que les conditions de stockage des véhicules entreposés seront identiques à celles existantes ;

Considérant que l'installation a fait l'objet d'une étude d'impact, d'une enquête publique et de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 26 novembre 2020 modifié susvisé, pour la création d'une unité de broyage de véhicules hors d'usage, et portant prescriptions techniques pour cette exploitation ;

Considérant que le projet ne génère pas de nouveaux risques ni de modification des dispositifs de sécurité et de lutte contre l'incendie existants ;

Considérant que le projet ne générera pas d'augmentation notable du trafic routier, et n'aura donc pas d'impact majeur sur la qualité de l'air et les nuisances sonores ;

Considérant que la gestion des eaux au sein de l'extension sollicitée n'aura pas d'impact défavorable sur les rejets aqueux de l'établissement ;

Considérant que le projet n'intercepte aucun périmètre de protection ou d'inventaire relatif aux milieux naturels, au paysage et au patrimoine, aux risques, aux nuisances, etc. ;

Considérant qu'au regard de l'ensemble des éléments fournis par le pétitionnaire et des connaissances disponibles à ce stade, le projet n'est pas susceptible d'avoir des impacts notables sur l'environnement ou sur la santé ;

Considérant que les modifications sollicitées par la société AUTO 2001 aux installations ne sont pas substantielles au sens de l'article R. 181-46 du code de l'environnement ; qu'il y a lieu toutefois, pour satisfaire la demande de l'exploitant, en application de ce même article R. 181-46 du code de l'environnement, de les encadrer par des prescriptions techniques complémentaires, dans les conditions prévues à l'article R. 181-45 de ce même code ;

Considérant qu'en application des dispositions de l'article 1.5.6 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 26 novembre 2020 susvisé, le changement des conditions d'exploitation conduisent à une actualisation du montant des garanties financières ;

Considérant qu'au vu des éléments transmis par l'exploitant, les dispositions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 14 septembre 2020 sont suivies d'effet ;

Considérant que l'avis du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques (CoDERST) ne s'avère pas nécessaire ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture,

ARRÊTE

Article 1 : La société AUTO 2001, située Nationale 370 – Les Tulipes de France à GONESSE, est tenue de respecter les prescriptions complémentaires annexées au présent arrêté.

Ces prescriptions techniques remplacent celles de l'arrêté préfectoral du 26 novembre 2020 d'autorisation susvisé.

Article 2 : Le tableau de classement des installations exploitées par la société AUTO 2001 est actualisé comme suit :

Rubrique	AS,A, E,D, NC (*)	Libellé de la rubrique (activité)	Seuil du critère de classement	Nature de l'installation / Volumes autorisés
3532	A	Valorisation ou un mélange de valorisation et d'élimination, de déchets non dangereux non inertes avec une capacité supérieure à 75 tonnes par jour et entraînant une ou plusieurs des activités suivantes, à l'exclusion des activités relevant de la directive 91/271/CEE : – traitement en broyeur de déchets métalliques, notamment déchets d'équipements électriques et électroniques et véhicules hors d'usage ainsi que leurs composants	75 t/j	500 t/j de déchets de métaux, D3E sans substance dangereuse, VHU dépollués broyés <u>en moyenne</u> (calculée sur la base du nombre de journées travaillées sur un mois) 850 t/j de déchets de métaux, D3E sans substance dangereuse, VHU dépollués broyés <u>en pointe</u> <u>Total : 120 000 t/an</u> <u>Puissance totale installée : 2 120 kW (broyeur : 1 470 kW et pré-broyeur :650 kW)</u>

Rubrique	AS,A, E ,D, NC (*)	Libellé de la rubrique (activité)	Seuil du critère de classement	Nature de l'installation / Volumes autorisés
2791-1	A	Installation de traitement de déchets non dangereux à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2515, 2711, 2713, 2714, 2716, 2720, 2760, 2771, 2780, 2781, 2782, 2794, 2795 et 2971. La quantité de déchets traités étant : 1. Supérieure ou égale à 10 t/j	10 t/j	En sus des installations visées par la rubrique 3532 : 40 t/j de déchets métaux cisailés <u>en moyenne</u> (presse cisaille) 80 t/j de déchets métaux cisailés <u>en pointe</u> (presse cisaille) 10 t/j de déchets métaux découpés au chalumeau <u>en moyenne</u> 20 t/j de déchets métaux découpés au chalumeau <u>en pointe</u> Tout traitement confondu : 132 000 t/an, 11 000 t/mois en moyenne
2718-1	A	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2719, 2792 et 2793. 1. La quantité de déchets dangereux susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 1 t ou la quantité de substances dangereuses ou de mélanges dangereux, mentionnés à l'article R. 511-10 du code de l'environnement, susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale aux seuils A des rubriques d'emploi ou de stockage de ces substances ou mélanges	1 t	Batteries : 40 t de batteries (apport extérieur) + 4 t (apport interne) 3 t de déchets dangereux diffus Soit au total 47 tonnes de déchets dangereux
2713-1	E	Installation de transit, regroupement, tri, ou préparation en vue de la réutilisation de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, d'alliage de métaux ou de déchets d'alliage de métaux non dangereux, à l'exclusion des activités et installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712 et 2719. La surface étant : 1. Supérieur ou égal à 1 000 m ²	1 000 m ²	Zone de stockage de déchets métalliques en attente de broyage (hors VHU dépollués) : 1 200 m ² sur l'aire de 350 m ² Métaux ferreux et non ferreux issus de la ligne de broyage : 1 000 m ² Zone de transit/regroupement de métaux ferreux non ferreux à expédier : 450 m ² Surface totale : 2 650 m ²

Rubrique	AS,A, E,D, NC (*)	Libellé de la rubrique (activité)	Seuil du critère de classement	Nature de l'installation / Volumes autorisés
2712-1	E	<p>Installation d'entreposage, dépollution, démontage ou découpage de véhicules hors d'usage ou de différents moyens de transports hors d'usage, à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2719.</p> <p>1. Dans le cas de véhicules terrestres hors d'usage, la surface de l'installation étant supérieure ou égale à 100 m²</p>	100 m ²	<p>VHU type VL et 2 roues en attente de dépollution : 1 700 m²</p> <p>VHU type PL dépollués en attente de traitement et zone de découpage, cisailage et démontage : 800 m²</p> <p>Zone de dépollution démontage VHU : 1 600 m²</p> <p>Zone de stockage des déchets produits :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Liquides usagés : 30 m² • Batteries : 15 m² • Pièces métalliques : 700 m² • Pièces plastiques : 45 m² • Verre : 10 m² • Pièces diverses : 100 m² • Pneus hors d'usage : 200 m² • Pneus VL réemploi : 130 m² • Pneus PL réemploi : 130 m² • Roues complètes (pneu et jante à démonter) : 130 m² <p>Zone de découpage / cisailage VHU PL : 650 m²</p> <p>Parc VHU dépollués démontage clients : 1 150 m²</p> <p>Magasin de stockage pièces détachées : 1 300 m²</p> <p>Zone VHU type VL, PL et 2 roues en attente de broyage : 1 200 m² sur l'aire de 3 500 m²</p> <p>Surface totale dédiée à l'activité : <u>Avant mise en place de la ligne de broyage</u> : 9 240 m² (activités zone nord) + 27 900 m² (entreposage zone sud) + 17 000 m² (entreposage zone nord (7 000 m² sur rack et 10 000 m² au sol) + 400 m² (VHU à compacter zone nord) + 600 m² (VHU compactés zone nord) = 55 140 m²</p> <p><u>Après mise en place de la ligne de broyage</u> : 9 240 m² (activités zone nord) + 27 900 m² (entreposage zone sud) = 37 140 m²</p>
2714-2	D	Installation de transit, regroupement, tri, ou préparation en vue de la réutilisation de déchets non dangereux de	1 000 m ³	Déchets d'activité économique non dangereux provenant de collecte auprès d'autres opérateurs économiques :

Rubrique	AS,A, E ,D, NC (*)	Libellé de la rubrique (activité)	Seuil du critère de classement	Nature de l'installation / Volumes autorisés
		<p>papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois à l'exclusion des activités visées aux rubriques 2710, 2711et 2719.</p> <p>Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant :</p> <p>2. Supérieur ou égal à 100 m³ mais inférieur à 1 000 m³</p>		<ul style="list-style-type: none"> Déchets triés de papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, bois en bennes. Déchets restant en mélange en bennes <p>Déchets de pneumatiques non destinés à être réemployés : 300 m³</p> <p>Total : 600 m³</p>
2710-1.b)	DC	<p>Installations de collecte de déchets apportés par le producteur initial de ces déchets, à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2719.</p> <p>1. Dans le cas de déchets dangereux, la quantité de déchets susceptible d'être présents dans l'installation étant :</p> <p>b) Supérieure ou égale à 1 tonne et inférieure à 7 tonnes</p>	1 t < Q < 7 t	4 t : batteries
2710-2.b)	DC	<p>Installations de collecte de déchets apportés par le producteur initial de ces déchets, à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2719.</p> <p>2. Dans le cas de déchets non dangereux, le volume de déchets susceptible d'être présents dans l'installation étant :</p> <p>b) Supérieur ou égal à 100 m³ et inférieur à 300 m³</p>	100 m ³ < V < 300 m ³	<p>Apport volontaire de déchets non dangereux type ferraille, métaux, bois, cartons, gravats, déchets verts, encombrants et déchets ultimes en mélange en bennes ou box</p> <p>Total : 150 m³</p>
4510	DC	<p>Dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie aiguë 1 ou chronique 1.</p> <p>La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant :</p> <p>2. Supérieure ou égale à 20 t mais inférieure à 100 t</p>	20 t < Q < 100 t	<p>Batteries usagées en transit sur site : 50 tonnes, (10 tonnes de VHU et 40 tonnes de collecte) soit 31,8 t de plomb.</p> <p>Huiles de moteurs : 2 fûts de 220 l d'huile moteur soit au total 0,382 kg</p> <p>Total : 32,182 t</p>
2711	NC	<p>Installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets d'équipements électriques et électroniques, à l'exclusion des</p>	< 100 m ³	<p>Regroupement de 95 m³ de D3E de type GEM HF et PAM en attente de broyage sur l'aire de 3 500 m²</p>

Rubrique	AS,A, E,D, NC (*)	Libellé de la rubrique (activité)	Seuil du critère de classement	Nature de l'installation / Volumes autorisés
		installations visées à la rubrique 2719.		
2663	NC	Stockage de pneumatiques et produits dont 50 % au moins de la masse totale unitaire est composée de polymère : 2. Dans les autres cas et pour les pneumatiques, le volume susceptible d'être stocké	$V < 1\,000\text{ m}^3$	Quantité entreposée de pneus destinés à la filière du réemploi (pneus d'occasions) : <ul style="list-style-type: none"> 1200 pneus VL – 320 m³ 300 pneus PL – 300 m³ Quantité de pneus neufs sur racks dans le magasin : 50 pneus VL- 5 m ³ soit au total 625 m ³
4734	NC	Produits pétroliers spécifiques et carburants de substitution : essences et naphthas ; kérosènes (carburants d'aviation compris) ; gazoles (gazole diesel, gazole de chauffage domestique et mélanges de gazoles compris) ; fioul lourd ; carburants de substitution pour véhicules, utilisés aux mêmes fins et aux mêmes usages et présentant des propriétés similaires en matière d'inflammabilité et de danger pour l'environnement. Quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines	$Q < 50\text{ t}$	1 cuve aérienne double enveloppe et détecteur de fuite de 5 000 l de GNR 1 cuve aérienne double enveloppe et détecteur de fuite de 5 000 l de Gasoil 1 cuve enterrée double enveloppe et détecteur de fuite compartimentée d'essence de 12 500 l et de Gasoil de 12 500 l Total : 28,7 t

Article 3 : En cas de non-respect des dispositions du présent arrêté, l'exploitant sera passible des sanctions administratives et pénales prévues respectivement par les articles L. 171-8 et L. 173-1 et suivants du code de l'environnement.

Article 4 : Conformément aux dispositions de l'article R. 181-44 du code de l'environnement, en vue de l'information des tiers :

- une copie du présent arrêté est déposée en mairie de GONESSE et peut y être consultée

- un extrait du présent arrêté est affiché en mairie de GONESSE pendant une durée minimum d'un mois ; procès verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire et transmis à la préfecture du Val-d'Oise,

- le présent arrêté est publié sur le site internet de la préfecture du Val-d'Oise pendant une durée minimale d'un mois.

Article 5 : Conformément aux dispositions de l'article R. 181-50 du code de l'environnement, le présent arrêté peut être déféré au Tribunal Administratif sis 2/4 boulevard de l'Hautil – BP 30 322 – 95 027 – Cergy-Pontoise Cedex :

- par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où le présent acte leur a été notifié,

- par les tiers en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter de la dernière formalité suivante accomplie :

- l'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 du code de l'environnement ;

- la publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le présent arrêté peut également faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés ci-dessus.

Le tribunal administratif de Cergy-Pontoise peut également être saisi directement par les personnes physiques et morales par l'intermédiaire de l'application « Télérecours citoyens » (informations et accès au service disponibles à l'adresse suivante : <https://www.telerecours.fr>).

Article 6 : Le secrétaire général de la préfecture, la directrice régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France et le maire de GONESSE sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Cergy-Pontoise, le **20 JUIN 2022**

Le préfet,
Pour le préfet,
Le secrétaire général

Maurice BARATE

**PRESCRIPTIONS TECHNIQUES ANNEXEES
A L'ARRETE PREFECTORAL COMPLEMENTAIRE IC-22-029 DU 20 JUIN 2022**

Table des matières

1 - Portée de l'autorisation et conditions générales.....	7
1.1 Bénéficiaire et portée de l'autorisation.....	7
1.1.1 Exploitant titulaire de l'autorisation.....	7
1.1.2 Modifications et compléments apportés aux prescriptions des actes antérieurs.....	7
1.1.3 Installations non visées par la nomenclature ou soumises à déclaration ou soumises a enregistrement. .	7
1.1.4 Agrément pour le broyage de VHU (art. R. 543-162 du code de l'environnement).....	7
1.1.5 Agrément de centre VHU (art. R. 543-162 du code de l'environnement).....	7
1.1.6 Renouvellement des agréments.....	8
1.2 Nature des installations.....	8
1.2.1 Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées ou par une rubrique de la nomenclature loi sur l'eau.....	8
1.2.2 Situation de l'établissement.....	12
1.2.3 Autres limites de l'autorisation.....	12
1.2.4 Consistance des installations autorisées.....	13
1.2.5 Situation exceptionnelle.....	13
1.2.6 Statut de l'établissement.....	13
1.3 Conformité au dossier de demande d'autorisation.....	13
1.4 Durée de l'autorisation.....	13
1.4.1 Durée de l'autorisation et caducité.....	13
1.5 Garanties financières.....	13
1.5.1 Objet des garanties financières.....	13
1.5.2 Montant des garanties financières.....	14
1.5.3 Établissement des garanties financières.....	15
1.5.4 Renouvellement des garanties financières.....	15
1.5.5 Actualisation des garanties financières.....	15
1.5.6 Modification du montant des garanties financières.....	15
1.5.7 Absence de garanties financières.....	15
1.5.8 Appel des garanties financières.....	15
1.5.9 Levée de l'obligation de garanties financières.....	16
1.6 Modifications et cessation d'activité.....	16
1.6.1 Modification du champ de l'autorisation.....	16
1.6.2 Mise à jour de l'étude de dangers et de l'étude d'impact.....	16
1.6.3 Équipements abandonnés.....	17
1.6.4 Transfert sur un autre emplacement.....	17
1.6.5 Changement d'exploitant.....	17
1.6.6 Cessation d'activité.....	17
1.7 Réglementation.....	18
1.7.1 Réglementation applicable.....	18
1.7.2 Respect des autres législations et réglementations.....	18
2 Gestion de l'établissement.....	19
2.1 Exploitation des installations.....	19
2.1.1 Objectifs généraux.....	19
2.1.2 Consignes d'exploitation.....	19
2.1.3 Contrôle supplémentaires.....	19
2.2 Réserves de produits ou matières consommables.....	19
2.2.1 Réserves de produits.....	19
2.3 Intégration dans le paysage.....	19

2.3.1 Propreté.....	19
2.3.2 Esthétique.....	20
2.4 Danger ou nuisance non prévenu.....	20
2.4.1 Danger ou nuisance non prévenu.....	20
2.5 Incidents ou accidents.....	20
2.5.1 Déclaration et rapport.....	20
2.6 Programme d'auto surveillance.....	20
2.6.1 Principe et objectifs du programme d'auto surveillance.....	20
2.6.2 Mesures comparatives.....	20
2.6.3 Analyse et transmission des résultats de l'auto surveillance.....	21
2.7 Récapitulatif des documents tenus à la disposition de l'inspection.....	21
2.7.1 Récapitulatif des documents tenus à la disposition de l'inspection.....	21
2.8 Récapitulatif des documents à transmettre à l'inspection.....	21
2.8.1 Récapitulatif des documents à transmettre à l'inspection.....	21
2.9 Bilans périodiques.....	22
2.9.1 Bilan annuel.....	22
2.9.2 Déclaration annuelle des émissions et de transfert de polluants et de déchets (GEREP).....	23
2.9.3 Information du public.....	23
2.9.4 Réexamen des prescriptions de l'arrêté d'autorisation et dossier de réexamen.....	23
3 - Prévention de la pollution atmosphérique.....	24
3.1 Conception des installations.....	24
3.1.1 Dispositions générales.....	24
3.1.2 Pollutions accidentelles.....	24
3.1.3 Odeurs.....	24
3.1.4 Voies de circulation.....	25
3.1.5 Émissions diffuses et envols de poussières.....	25
3.2 Conditions de rejet.....	25
3.2.1 Dispositions générales.....	25
3.2.2 Traitement avant rejet.....	26
3.2.3 Conditions générales de rejet.....	26
3.2.4 Valeurs limites des concentrations dans les rejets atmosphériques / Valeurs limites des flux de polluants rejetés.....	26
3.2.5 Respect des valeurs limites.....	27
3.3 Autosurveillance des rejets dans l'atmosphère.....	27
3.3.1 Autosurveillance des émissions atmosphériques canalisées ou diffuses.....	27
3.4 Surveillance dans l'environnement.....	28
4 Protection des ressources en eaux et des milieux aquatiques.....	30
4.1 Prélèvements et consommations d'eau.....	30
4.2 Collecte des effluents liquides.....	31
4.3 Types d'effluents, leurs ouvrages d'épuration et leurs caractéristiques de rejet au milieu.....	32
4.3.1 Identification des effluents.....	32
4.3.2 Collecte des effluents.....	32
4.3.3 Gestion des ouvrages : conception, dysfonctionnement.....	32
4.3.4 Entretien et conduite des installations de traitement.....	33
4.3.5 Localisation des points de rejet.....	33
4.3.6 Conception, aménagement et équipement des ouvrages de rejet.....	34
4.4 Caractéristiques générales de l'ensemble des rejets.....	35
4.4.1 Dispositions générales.....	35
4.4.2 Valeurs limites d'émission et surveillance.....	35
4.5 Autosurveillance des rejets et prélèvements.....	36

4.5.1 Relevé des prélèvements d'eau.....	36
4.5.2 .Fréquences, et modalités de l'auto surveillance de la qualité des rejets aqueux.....	36
4.6 Surveillance des impacts sur les milieux aquatiques et les sols.....	37
4.6.1 Définition du programme de surveillance.....	37
4.6.2 Effets sur les eaux souterraines.....	37
4.6.3 Implantation des ouvrages de contrôle des eaux souterraines.....	37
4.6.4 Modalité de la surveillance des eaux souterraines.....	38
4.6.5 Effets sur les sols.....	38
5 - Déchets produits.....	39
5.1 Principes de gestion.....	39
5.1.1 Limitation de la production de déchets.....	39
5.1.2 Séparation des déchets.....	39
5.1.3 Conception et exploitation des installations d'entreposage internes des déchets.....	40
5.1.4 Déchets gérés à l'extérieur de l'établissement.....	40
5.1.5 Déchets traités à l'intérieur de l'établissement.....	40
5.1.6 Transport.....	40
5.1.7 Autosurveillance des déchets.....	41
6 - Substances et produits chimiques.....	42
6.1 Dispositions générales.....	42
6.1.1 Identification des produits.....	42
6.1.2 Étiquetage des substances et mélanges dangereux.....	42
6.2 Substance et produits dangereux pour l'homme et l'environnement.....	42
6.2.1 Substances interdites ou restreintes.....	42
6.2.2 Substances extrêmement préoccupantes.....	42
6.2.3 Substances soumises à autorisation.....	43
6.2.4 Produits biocides - Substances candidates à substitution.....	43
6.2.5 Substances à impacts sur la couche d'ozone (et le climat).....	43
7 Prévention des nuisances sonores, des vibrations et des émissions lumineuses.....	44
7.1 Dispositions générales.....	44
7.1.1 Aménagements.....	44
7.1.2 Véhicules et engins.....	44
7.1.3 Appareils de communication.....	44
7.2 Niveaux acoustiques.....	44
7.2.1 Valeurs Limites d'émergence.....	44
7.2.2 Niveaux limites de bruit en limites d'Exploitation.....	44
7.2.3 Mesures périodiques des niveaux sonores.....	45
7.3 Vibrations.....	45
7.3.1 Vibrations.....	45
7.4 Émissions lumineuses.....	45
8 - Prévention des risques technologiques.....	46
8.1 Principes directeurs.....	46
8.2 Généralités.....	46
8.2.1 Localisation des risques.....	46
8.2.2 Localisation des stocks de substances et mélanges dangereux.....	46
8.2.3 Propreté de l'installation.....	46
8.2.4 Contrôle des accès.....	46
8.2.5 Circulation dans l'établissement.....	46
8.2.6 Étude de dangers.....	47
8.2.7 Plans disponibles pour les services de secours.....	47
8.3 Dispositions constructives.....	47
8.3.1 Comportement au feu.....	47

8.3.2	Espaces entre les différents îlots de stockage et avec les bâtiments.....	48
8.3.3	Intervention des services de secours.....	48
8.3.4	Désenfumage.....	49
8.4	Dispositif de prévention des accidents.....	49
8.4.1	Matériels utilisables en atmosphères explosibles.....	49
8.4.2	Installations électriques.....	50
8.4.3	Ventilation des locaux.....	50
8.4.4	Systèmes de détection et extinction automatiques.....	50
8.4.5	Events et parois soufflables.....	50
8.4.6	Protection contre la foudre.....	50
8.5	Dispositif de rétention des pollutions accidentelles.....	51
8.5.1	Organisation de l'établissement.....	51
8.5.2	Rétentions et confinement.....	51
8.5.3	Réservoirs.....	52
8.5.4	Règles de gestion des stockages en rétention.....	52
8.5.5	Stockage sur les lieux d'emploi.....	52
8.5.6	Transports - chargements - déchargements.....	52
8.5.7	Elimination des substances ou mélanges dangereux.....	53
8.6	Dispositions d'exploitation.....	53
8.6.1	Surveillance de l'installation.....	53
8.6.2	Travaux.....	53
8.6.3	Vérification périodique et maintenance des équipements.....	54
8.6.4	Consignes d'exploitation.....	54
8.6.5	Prévention des chutes et collisions (activité liée à la rubrique 2710).....	54
8.6.6	Interdiction de feux.....	54
8.6.7	Formation du personnel.....	55
8.7	Moyens d'intervention en cas d'accident et organisation des secours.....	55
8.7.1	Définition générale des moyens.....	55
8.7.2	Entretien des moyens d'intervention.....	55
8.7.3	Moyens de lutte contre l'incendie.....	55
8.7.4	Consignes de sécurité.....	56
8.7.5	Consignes générales d'intervention.....	56
8.7.6	Exercice incendie.....	56
9	Conditions particulières applicables à certaines installations de l'établissement.....	57
9.1	Déchets entrants.....	57
9.1.1	Nature des déchets admissibles.....	57
9.1.2	Procédure d'information préalable – avant admission.....	57
9.1.3	Admission des déchets.....	57
9.1.4	Systèmes de détection de la radioactivité.....	58
9.1.5	Mesures prises en cas de détection de déchets radioactifs.....	58
9.1.6	Registre des déchets entrants et des refus.....	59
9.2	déchets sortants.....	59
9.2.1	Registre des déchets sortants.....	59
9.2.2	Couverture des camions.....	59
9.3	Rupture de traçabilité entre les déchets entrants et sortants.....	60
9.4	Véhicules hors d'usage (VHU).....	60
9.5	Conditions d'entreposage.....	60
9.6	Zone de démontage de VHU accessible au public.....	60
9.7	Oxycoupage.....	60
10	Délais et voies de recours-Publicité-Exécution.....	61
10.1	Délais et voies de recours.....	61

10.2 Publicité.....	61
10.3 Exécution.....	61
<i>11 - Echéances.....</i>	<i>62</i>

Dans le présent arrêté, le terme VHU désigne un véhicule hors d'usage que son détenteur remet à un tiers pour qu'il le détruise ou qu'il a l'obligation de détruire (article R. 543-154 du CE). Le terme « VHU » couvre les voitures particulières, les camionnettes et les cyclomoteurs à trois roues et par extension, pour cet établissement, les poids lourds, les caravanes, les remorques et les cyclomoteurs.

Au sens du présent arrêté, un VHU dépollué est un VHU ayant subi les opérations de dépollution figurant en annexe II du présent arrêté.

Sauf mention contraire, les références à des articles s'entendent par rapport au présent arrêté.

1 - PORTÉE DE L'AUTORISATION ET CONDITIONS GÉNÉRALES

1.1 BÉNÉFICIAIRE ET PORTÉE DE L'AUTORISATION

1.1.1 Exploitant titulaire de l'autorisation

La société AUTO 2001 dont le siège social est situé RD 370 - Les Tulipes de France est autorisée, sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté, à exploiter sur le territoire de la commune de GONESSE (95 500), au RD 370 - Les Tulipes de France (coordonnées Lambert 93 X=660.72 km et Y=6 873,77 km), les installations détaillées dans les articles suivants.

La présente autorisation tient lieu :

- Agrément pour le traitement de déchets en application de l'article L. 541-22 (agrément pour le broyage de VHU au titre de l'article R. 543-162 du code de l'environnement sous le n° PR 95 00001/B).

1.1.2 Modifications et compléments apportés aux prescriptions des actes antérieurs

Les prescriptions techniques de l'arrêté préfectoral du 26 novembre 2020 modifié sont supprimées et remplacées par les présentes prescriptions.

1.1.3 Période transitoire

Avant la mise en service de l'installation de broyage, les prescriptions techniques de l'arrêté préfectoral du 9 août 2012 sont applicables. Toutefois, les installations relatives à la récupération de batteries usagées peuvent être exploitées dès à présent dans le respect des prescriptions applicables du présent arrêté.

1.1.4 Installations non visées par la nomenclature ou soumises à déclaration ou soumises à enregistrement

Les prescriptions des arrêtés ministériels de prescriptions générales « enregistrement », pris en application de l'article L 512-7, sont applicables en ce qu'elles ne sont pas contraires aux prescriptions de l'arrêté d'autorisation.

Les prescriptions du présent arrêté s'appliquent également aux autres installations ou équipements exploités dans l'établissement, qui, mentionnés ou non dans la nomenclature, sont de nature par leur proximité ou leur connexité avec une installation soumise à autorisation à modifier notablement les dangers ou inconvénients de cette installation, conformément à l'article L.181-1 du code de l'environnement.

1.1.5 Agrément pour le broyage de VHU (art. R. 543-162 du code de l'environnement)

L'autorisation préfectorale vaut agrément dans la limite ci-dessous :

NATURE DU DÉCHET	PROVENANCE INTERNE/EXTERNE	QUANTITÉ MAXIMALE ADMISE	CONDITIONS DE VALORISATION
VHU non dépollués (automobiles, camionnette et cyclomoteurs à trois roues)	Interne (centre VHU du site) et externe	60 000 t/an (75 000 VHU) et 5 000 t/mois en moyenne sur un an	Broyage et séparation des différentes fractions élémentaires composant le VHU dépollué (métaux ferreux et non ferreux, plastique...)

D'autres VHU dépollués du type caravanes, poids lourds et 2 roues peuvent être admis dans l'installation de broyage, mais ils n'entrent pas dans le champ de cet agrément.

1.1.6 Agrément de centre VHU (art. R. 543-162 du code de l'environnement)

L'agrément de centre VHU n°PR 95 00013/D délivré initialement le 9 août 2012 et renouvelé le 10/08/2018 reste valable. Le cahier des charges est fixé à l'annexe II.

Cet agrément est valable dans la limite suivante :

NATURE DU DÉCHET	PROVENANCE INTERNE/EXTERNE	QUANTITÉ MAXIMALE ADMISE	CONDITIONS DE VALORISATION
VHU non dépollué (automobiles, camionnette et cyclomoteurs à trois roues)	Externe	20 400 véhicules/an, soit 1700 véhicules en moyenne mensuelle sur un an	Dépollution et démontage

D'autres VHU non dépollués (1 260 VHU/an) du type caravanes, poids lourds et 2 roues peuvent être admis dans l'établissement, mais ils n'entrent pas dans le champ de cet agrément.

1.2 NATURE DES INSTALLATIONS

1.2.1 Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées ou par une rubrique de la nomenclature loi sur l'eau

Rubrique	AS,A, E ,D,N C (*)	Libellé de la rubrique (activité)	Seuil du critère de classement	Nature de l'installation / Volumes autorisés
3532	A	Valorisation ou un mélange de valorisation et d'élimination, de déchets non dangereux non inertes avec une capacité supérieure à 75 tonnes par jour et entraînant une ou plusieurs des activités suivantes, à l'exclusion des activités relevant de la directive 91/271/CEE : – traitement en broyeur de déchets métalliques, notamment déchets d'équipements électriques et électroniques et véhicules hors d'usage ainsi que leurs composants	75 t/j	500 t/j de déchets de métaux, D3E sans substance dangereuse, VHU dépollués broyés <u>en moyenne</u> (calculée sur la base du nombre de journées travaillées sur un mois) 850 t/j de déchets de métaux, D3E sans substance dangereuse, VHU dépollués broyés <u>en pointe</u> <u>Total : 120 000 t/an</u> <u>Puissance totale installée : 2120 kW</u> <u>(broyeur : 1470 kW et pré-broyeur : 650 kW)</u>
2791-1	A	Installation de traitement de déchets non dangereux à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2515, 2711, 2713, 2714, 2716, 2720, 2760, 2771, 2780, 2781, 2782, 2794, 2795 et 2971. La quantité de déchets traités étant : 1. Supérieure ou égale à 10 t/j	10 t/j	En sus des installations visées par la rubrique 3532 : 40 t/j de déchets métaux cisaillés <u>en moyenne</u> (presse cisaille) 80 t/j de déchets métaux cisaillés <u>en pointe</u> (presse cisaille) 10 t/j de déchets métaux découpés au chalumeau <u>en moyenne</u> 20 t/j de déchets métaux découpés au chalumeau <u>en pointe</u> Tout traitement confondu : 132 000 t/an, 11 000 t/mois en moyenne
2718-1	A	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710,	1 t	Batteries : 40 t de batteries (apport extérieur) + 4 t (apport interne)

Rubrique	AS,A, E,D,N C (*)	Libellé de la rubrique (activité)	Seuil du critère de classement	Nature de l'installation / Volumes autorisés
		2711, 2712, 2719, 2792 et 2793. 1. La quantité de déchets dangereux susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 1 t ou la quantité de substances dangereuses ou de mélanges dangereux, mentionnés à l'article R. 511-10 du code de l'environnement, susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale aux seuils A des rubriques d'emploi ou de stockage de ces substances ou mélanges		3 t de déchets dangereux diffus Soit au total 47 tonnes de déchets dangereux
2713-1	E	Installation de transit, regroupement, tri, ou préparation en vue de la réutilisation de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, d'alliage de métaux ou de déchets d'alliage de métaux non dangereux, à l'exclusion des activités et installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712 et 2719. La surface étant : 1. Supérieur ou égal à 1 000 m ²	1 000 m ²	Zone de stockage de déchets métalliques en attente de broyage (hors VHU dépollués) : 1 200 m ² sur l'aire de 350 m ² Métaux ferreux et non ferreux issus de la ligne de broyage : 1 000 m ² Zone de transit/regroupement de métaux ferreux non ferreux à expédier : 450 m ² Surface totale : 2 650 m ²
2712-1	E	Installation d'entreposage, dépollution, démontage ou découpage de véhicules hors d'usage ou de différents moyens de transports hors d'usage, à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2719. 1. Dans le cas de véhicules terrestres hors d'usage, la surface de l'installation étant supérieure ou égale à 100 m ²	100 m ²	VHU type VL et 2 roues en attente de dépollution : 1 700 m ² VHU type PL dépollués en attente de traitement et zone de découpage, cisailage et démontage : 800 m ² Zone de dépollution démontage VHU : 1 600 m ² Zone de stockage des déchets produits : <ul style="list-style-type: none"> • Liquides usagés : 30 m² • Batteries : 15 m² • Pièces métalliques : 700 m² • Pièces plastiques : 45 m² • Verre : 10 m² • Pièces diverses : 100 m² • Pneus hors d'usage : 200 m² • Pneus VL réemploi : 130 m² • Pneus PL réemploi : 130 m² • Roues complètes (pneu et jante à démonter) : 130 m² Zone de découpage / cisailage VHU PL : 650 m ² Parc VHU dépollués démontage clients : 1 150 m ² Magasin de stockage pièces détachées : 1 300 m ² Zone VHU type VL, PL et 2 roues en attente de broyage : 1 200 m ² sur l'aire de 3 500 m ² Surface totale dédiée à l'activité : <u>Avant mise en place de la ligne de broyage : 9240 m² (activités zone nord) + 27 900 m² (entreposage zone sud) + 17 000 m² (entreposage zone nord (7 000 m² sur rack et 10 000 m² au sol) + 400 m² (VHU à compacter zone nord) +</u>

Rubrique	AS,A, E ,D,N C (*)	Libellé de la rubrique (activité)	Seuil du critère de classement	Nature de l'installation / Volumes autorisés
				<p>600 m² (VHU compactés zone nord) = 55 140 m²</p> <p><u>Après mise en place de la ligne de broyage : 9240 m² (activités zone nord) + 27 900 m² (entreposage zone sud) = 37 140 m²</u></p>
2714-2	D	<p>Installation de transit, regroupement, tri, ou préparation en vue de la réutilisation de déchets non dangereux de papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois à l'exclusion des activités visées aux rubriques 2710, 2711 et 2719.</p> <p>Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant :</p> <p>2. Supérieur ou égal à 100 m³ mais inférieur à 1 000 m³</p>	1 000 m ³	<p>Déchets d'activité économique non dangereux provenant de collecte auprès d'autres opérateurs économiques :</p> <ul style="list-style-type: none"> Déchets triés de papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, bois en bennes. Déchets restant en mélange en bennes <p>Déchets de pneumatiques non destinés à être réemployés : 300 m³</p> <p>Total : 600 m³</p>
2710-1.b)	DC	<p>Installations de collecte de déchets apportés par le producteur initial de ces déchets, à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2719.</p> <p>1. Dans le cas de déchets dangereux, la quantité de déchets susceptible d'être présents dans l'installation étant :</p> <p>b) Supérieure ou égale à 1 tonne et inférieure à 7 tonnes</p>	1 t < Q < 7 t	4 t : batteries
2710-2.b)	DC	<p>Installations de collecte de déchets apportés par le producteur initial de ces déchets, à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2719.</p> <p>2. Dans le cas de déchets non dangereux, le volume de déchets susceptible d'être présents dans l'installation étant :</p> <p>b) Supérieur ou égal à 100 m³ et inférieur à 300 m³</p>	100 m ³ < V < 300 m ³	<p>Apport volontaire de déchets non dangereux type ferraille, métaux, bois, cartons, gravats, déchets verts, encombrants et déchets ultimes en mélange en bennes ou box</p> <p>Total : 150 m³</p>
4510	DC	<p>Dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie aiguë 1 ou chronique 1.</p> <p>La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant :</p> <p>2. Supérieure ou égale à 20 t mais inférieure à 100 t</p>	20 t < Q < 100 t	<p>Batteries usagées en transit sur site : 50 tonnes, (10 tonnes de VHU et 40 tonnes de collecte) soit 31,8 t de plomb.</p> <p>Huiles de moteurs : 2 fûts de 220 l d'huile moteur soit au total 0,382 kg</p> <p>Total : 32,182 t</p>
2711	NC	Installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets d'équipements électriques et électroniques, à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2719.	< 100 m ³	Regroupement de 95 m ³ de D3E de type GEM HF et PAM en attente de broyage sur l'aire de 3 500 m ²
2663	NC	<p>Stockage de pneumatiques et produits dont 50 % au moins de la masse totale unitaire est composée de polymère :</p> <p>2. Dans les autres cas et pour les pneumatiques, le volume susceptible d'être</p>	V < 1000 m ³	<p>Quantité entreposée de pneus destinés à la filière du réemploi (pneus d'occasions) :</p> <ul style="list-style-type: none"> 1200 pneus VL – 320 m³ 300 pneus PL – 300 m³

Rubrique	AS,A, E ,D,NC (*)	Libellé de la rubrique (activité)	Seuil du critère de classement	Nature de l'installation / Volumes autorisés
		stocké		Quantité de pneus neufs sur racks dans le magasin : 50 pneus VL- 5 m ³ soit au total 625 m ³
4734	NC	Produits pétroliers spécifiques et carburants de substitution : essences et naphas ; kérosènes (carburants d'aviation compris) ; gazoles (gazole diesel, gazole de chauffage domestique et mélanges de gazoles compris) ; fioul lourd ; carburants de substitution pour véhicules, utilisés aux mêmes fins et aux mêmes usages et présentant des propriétés similaires en matière d'inflammabilité et de danger pour l'environnement. Quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines	Q < 50 t	1 cuve aérienne double enveloppe et détecteur de fuite de 5 000 l de GNR 1 cuve aérienne double enveloppe et détecteur de fuite de 5 000 l de Gasoil 1 cuve enterrée double enveloppe et détecteur de fuite compartimentée d'essence de 12 500 l et de Gasoil de 12 500 l Total : 28,7 t

(*) A (autorisation), E (Enregistrement), D (Déclaration), DC (soumis au contrôle périodique prévu par l'article L 512-11 du CE)** ou NC (Non Classé)

(**) En application de l'article R. 512-55 du code de l'environnement, les installations DC ne sont pas soumises à l'obligation de contrôle périodique lorsqu'elles sont incluses dans un établissement qui comporte au moins une installation soumise au régime de l'autorisation ou de l'enregistrement

Volume autorisé : éléments caractérisant la consistance, le rythme de fonctionnement, le volume des installations ou les capacités maximales autorisées. La capacité journalière d'une installation de traitement correspond à la quantité journalière maximale pouvant (ou autorisée à) entrer sur le poste de traitement. Il ne s'agit pas de la quantité de déchets entrants sur le site.

Au sens de l'article R. 515-61, la rubrique principale est la rubrique **3532** relative au traitement de déchets non dangereux par broyage et les conclusions sur les meilleures techniques disponibles relatives à la rubrique principale sont celles associées au document BREF WT. Le périmètre d'application de cette réglementation correspond à l'intégralité de la surface occupée par l'établissement.

L'installation est visée par les rubriques de la nomenclature « eau » suivantes :

Rubrique	A, D, NC (*)	Libellé de la rubrique (opération)	Nature de l'installation
2.1.5.0	D	Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet, étant supérieure à 1 ha mais inférieure à 20 ha	Rejet d'eaux pluviales provenant de la surface d'exploitation étanche de 8,4 ha .
1.1.2.0	NC	Prélèvements permanents ou temporaires issus d'un forage, puits ou ouvrage souterrain dans un système aquifère, à l'exclusion de nappes d'accompagnement de cours d'eau, par pompage, drainage, dérivation ou tout autre procédé, le volume total prélevé étant : Inférieure à 10 000 m ³ / an	Présence de deux forages d'eaux souterraines à usage exceptionnel. Réalimentation de la réserve incendie Volume prélevé maximal de 500 m ³ /an

(*) A (autorisation), D (Déclaration), ou NC (Non Classé)

1.2.2 Situation de l'établissement

Les installations autorisées sont situées sur les communes, parcelles et lieux-dits suivants :

Communes	Parcelles	Lieux-dits
Gonesse	ZP 123, 125, 127, 38, 39, 40, 41, 42, 43 et 44	Les Tulipes de France

Les installations citées à l'article 1.2.1 ci-dessus sont reportées sur le plan de situation de l'établissement annexé au présent arrêté.

1.2.3 Autres limites de l'autorisation

La **zone de chalandise** des déchets réceptionnés comprend la région Île-de-France et les régions limitrophes.

Les déchets suivants sont **admis** sur le site :

1. métaux ferreux et non ferreux de récupération ;
2. les VHU VL non dépollués couverts par l'agrément visés à l'article 1.1.6 (automobiles, camionnette et cyclomoteurs à trois roues) ainsi que les deux roues ;
3. les VHU PL (poids lourds, caravanes...) non dépollués ou dépollués dans un autre centre VHU agréé ;
4. les batteries usagées de récupération ;
5. déchets diffus solides ;
6. les pneumatiques usagés ;
7. des D3E de type GEM HF et PAM destinés à être traités sur le site ;
8. déchets d'activité économique non dangereux (bois, plastique, carton...) ;
9. des déchets verts (60 t/an) ;
10. des déchets inertes (300 t/an) ;

Le flux annuel de déchets reçus est de **137 500 tonnes**.

Les déchets non visés ci-dessus et en particulier les déchets suivants sont **interdits** :

- les déchets dangereux tels que définis à l'article R. 541-8 du code de l'environnement autres que ceux liés à la dépollution ou à la réparation de véhicules (batteries, huiles usagées...) et aux activités de transit/regroupement autorisées ;
- les déchets contenant du PCB (transformateur...) ;
- les déchets d'activité de soins et assimilés à risque infectieux ;
- les déchets qui présentent un caractère explosible, toxiques ou radioactif ;
- les ordures ménagères brutes ;
- les fûts métalliques fermés ainsi que les bouteilles de gaz non vidées et non largement ouvertes ;
- les cuves ou citernes métalliques non accompagnées d'un certificat de dégazage.

1.2.4 Consistance des installations autorisées

L'établissement comprenant l'ensemble des installations classées et connexes, est organisé de la façon suivante :

- une surface imperméabilisée de **79 000 m²** sur laquelle est exercée une partie des activités du site, notamment la prise en charge, la dépollution et le broyage des VHU ;
- une surface imperméabilisée de **27 900 m²** (pour une superficie totale de **71 440 m²**) sur laquelle sont entreposés des véhicules en attente d'expertise, hors d'usage ou potentiellement hors d'usage . La surface utilisée dans le cadre de l'exploitation de cette installation passera donc de **9 240 m²** (zone nord) à **53 740 m²** de façon transitoire avant mise en place du broyeur, puis à **37 340 m²** (zone nord et zone sud confondues) après la mise en place de l'installation de broyage.
- un bâtiment couvert dédié au démontage et à la dépollution des VHU du type automobile, camionnettes, tricycles ou 2 roues ;
- une zone de découpage des VHU de poids lourds à l'aide d'une presse cisaille ;
- une installation de broyage permettant la séparation des différentes fractions des déchets traités (métaux ferreux et non ferreux, résidus de broyage légers) et le stockage temporaire vers des box en béton clos sur

les 3/4 et couverts pour l'entreposage de 370 m³ de résidus de broyage légers (hauteur maximale de stockage 4,5 m) et vers d'autres box en béton pour les métaux non ferreux ;

- d'une aire de stockage de matières à broyer d'une surface de **3 500 m²** au sein de laquelle une zone de **1 200 m²** sera réservée aux fins de stockage des VL, PL et 2 roues en attente de broyage (hauteur maximale : 10 m) comportant plusieurs îlots.

L'exploitation des installations est autorisée du lundi au vendredi de **8h00 à 18h00**. Le site est également ouvert le samedi de 8h30-12h30/14h-17h00 uniquement pour la réparation et la vente de pièces.

1.2.5 Situation exceptionnelle

De manière exceptionnelle, les horaires de fonctionnement et les capacités de traitement ou de tri/transit/regroupement du présent arrêté peuvent être revus temporairement après approbation de monsieur le Préfet du Val d'Oise sur la base d'un dossier de demande dûment argumenté. Le dépôt d'une telle demande ne préjuge pas des suites données.

1.2.6 Statut de l'établissement

L'établissement n'est ni seuil haut, ni seuil bas, tant par dépassement direct d'un seuil tel que défini au point I de l'article R. 511-11 du code de l'environnement, que par règle de cumul en application du point II de ce même article.

1.3 CONFORMITÉ AU DOSSIER DE DEMANDE D'AUTORISATION

Les aménagements, installations ouvrages et travaux et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant. En tout état de cause, elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les réglementations autres en vigueur.

1.4 DURÉE DE L'AUTORISATION

1.4.1 Durée de l'autorisation et caducité

L'arrêté d'autorisation cesse de produire effet lorsque l'installation n'a pas été mise en service ou réalisée dans le délai de trois ans à compter de la notification du présent arrêté, sauf cas de force majeure ou de demande justifiée et acceptée de prorogation de délai conformément à l'article R.181-48 du code de l'environnement.

1.5 GARANTIES FINANCIÈRES

1.5.1 Objet des garanties financières

Conformément au paragraphe IV de l'article R.516-2 du code de l'environnement, le montant des garanties financières est établi compte tenu des opérations suivantes :

- La mise en sécurité du site de l'installation en application des dispositions mentionnées aux articles R.512-39-1 et R. 512-46-25.
- Les mesures de gestion de la pollution des sols et des eaux souterraines, dans le cas d'une garantie additionnelle à constituer en application des dispositions de l'article R.516-2 VI.

Le montant des garanties financières est établi conformément à l'arrêté ministériel du 31/5/2012 relatif aux modalités de détermination et d'actualisation du montant des garanties financières pour la mise en sécurité des installations classées et des garanties additionnelles en cas de mise en œuvre de mesures de gestion de la pollution des sols et des eaux souterraines.

1.5.2 Montant des garanties financières

Le montant de référence des garanties financières à constituer est fixé à **221 952 euros TTC**.

Il a été défini selon la méthode forfaitaire définie dans l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 en prenant en compte un indice TP01 de 111,4 (janvier 2020) et un taux de TVA de 20 %.

Il est basé sur une quantité maximale de déchets pouvant être entreposés sur le site et défini comme suit :

Classification des déchets	Quantité (en tonnes)
Déchets dangereux	2100 t : VHU non pollués 50 t : batteries usagées 1,2 t : matériels et emballages souillés 0,3 t : aérosols 0,3 t : mastic, colles et peintures 1,2 t : déchets diffus dangereux 3 t : catalyseurs 6,5 t : huiles moteurs usagées 1,5 t : liquide de refroidissement 0,25 t : filtres à huiles et gasoil 15 t : carburant 30 t : boues/eaux des séparateurs d'hydrocarbures 10 t : boues du dispositif d'épuration de l'air du broyeur Total : 2219,25 t
Déchets non dangereux non inertes	10 100 t : carcasses de VHU dépollués, ferrailles et D3E* en attente de broyage 7650 t : métaux ferreux 200 t : métaux non ferreux 10 t : papier carton 10 t : bois triés 20 t : 20 tonnes de déchets d'activités économique 5 t : déchets verts 20 t : plastiques durs 5 t : verre (pare-brise) 43,8 t : pneus usagés 200 t : résidus de broyage légers + refus 20 t : pièces de démontage Total : 18 313 t
Déchets inertes	140 t

* D3E sans éléments dangereux : petits appareils en mélange et gros électroménager hors froids (machines à laver, sèche-linge, cuisinières et réfrigérateurs dépollués...)

L'exploitant doit pouvoir justifier du respect de ces quantités.

1.5.3 Établissement des garanties financières

Avant la mise en service de l'installation de broyage visée à l'article 1.2.1, dans les conditions prévues par le présent arrêté, l'exploitant adresse au Préfet :

- le document attestant la constitution des garanties financières établie dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du code de l'environnement
- la valeur datée du dernier indice public TP01.

1.5.4 Renouvellement des garanties financières

Sauf dans le cas de constitution des garanties par consignation à la Caisse des dépôts et consignation, le renouvellement des garanties financières intervient au moins trois mois avant la date d'échéance du document prévu à l'article 2.8.1.

Pour attester du renouvellement des garanties financières, l'exploitant adresse au Préfet, au moins trois mois avant la date d'échéance, un nouveau document dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du code de l'environnement.

1.5.5 Actualisation des garanties financières

Sans préjudice des dispositions de l'article R. 516-5-1 du code de l'environnement, l'exploitant est tenu d'actualiser le montant des garanties financières et en atteste auprès du Préfet **tous les 5 ans** en appliquant la méthode d'actualisation précisée à l'annexe II de l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 modifié au montant de référence pour la période considérée. L'exploitant transmet avec sa proposition la valeur datée du dernier indice public TP01 et la valeur du taux de TVA en vigueur à la date de la transmission.

1.5.6 Modification du montant des garanties financières

L'exploitant informe le préfet, dès qu'il en a connaissance, de tout changement de garant, de tout changement de formes de garanties financières ou encore de toutes modifications des modalités de constitution des garanties financières, ainsi que de tout changement des conditions d'exploitation conduisant à une modification du montant des garanties financières.

1.5.7 Absence de garanties financières

Outre les sanctions rappelées à l'article L516-1 du code de l'environnement, l'absence de garanties financières peut entraîner la suspension du fonctionnement des installations classées visées au présent arrêté, après mise en œuvre des modalités prévues à l'article L.171-8 de ce code. Conformément à l'article L.171-9 du même code, pendant la durée de la suspension, l'exploitant est tenu d'assurer à son personnel le paiement des salaires, indemnités et rémunérations de toute nature auxquels il avait droit jusqu'alors.

1.5.8 Appel des garanties financières

Le Préfet appelle et met en œuvre les garanties financières :

- soit en cas de non-exécution par l'exploitant des opérations mentionnées au IV de l'article R. 516-2 du code de l'environnement, après intervention des mesures prévues au I de l'article L. 171-8 du même code ;
- soit en cas d'ouverture ou de prononcé d'une procédure de liquidation judiciaire à l'égard de l'exploitant ;
- soit en cas de disparition de l'exploitant personne morale par suite de sa liquidation amiable ou du décès de l'exploitant physique.

Lorsque les garanties financières sont constituées dans les formes prévues au e) du point I. de l'article R. 516-2, et que l'appel mentionné au I. du présent article est demeuré infructueux, le préfet appelle les garanties financières auprès de l'établissement de crédit, la société de financement, l'entreprise d'assurance, la société de caution mutuelle ou le fonds de garantie ou la Caisse des dépôts et consignations, garant de la personne morale ou physique mentionnée au e susmentionné :

- soit en cas d'ouverture ou de prononcé d'une procédure de liquidation judiciaire à l'encontre du garant personne physique ou morale mentionné au e susmentionné ;
- soit en cas de disparition du garant personne morale par suite de sa liquidation amiable ou du décès du garant personne physique mentionné au e susmentionné ;
- soit en cas de notification de la recevabilité de la saisine de la commission de surendettement par le garant personne physique ;
- soit en cas de défaillance du garant personne physique, ou du garant personne morale résultant d'une sommation de payer suivie de refus ou demeurée sans effet pendant un délai d'un mois à compter de la signification de la sommation faite à celui-ci par le préfet.

1.5.9 Levée de l'obligation de garanties financières

L'obligation de garanties financières est levée à la cessation d'exploitation des installations nécessitant la mise en place des garanties financières, et après que les travaux couverts par les garanties financières ont été normalement réalisés.

Ce retour à une situation normale est constaté, dans le cadre de la procédure de cessation d'activité prévue aux articles R. 512-39-1 à R. 512-39-3 et R. 512-46-25 à R. 512-46-27 par l'inspection des installations classées qui établit un procès-verbal constatant la réalisation des travaux.

L'obligation de garanties financières est levée par arrêté préfectoral après consultation des maires des communes intéressées.

En application de l'article R. 516-5 du code de l'environnement, le préfet peut demander la réalisation, aux frais de l'exploitant, d'une évaluation critique par un tiers expert des éléments techniques justifiant la levée de l'obligation de garanties financières.

1.6 MODIFICATIONS ET CESSATION D'ACTIVITÉ

1.6.1 Modification du champ de l'autorisation

En application des articles L.181-14 et R.181-45 du code de l'environnement, le bénéficiaire de l'autorisation peut demander une adaptation des prescriptions imposées par l'arrêté. Le silence gardé sur cette demande pendant plus de deux mois à compter de l'accusé de réception délivré par le préfet vaut décision implicite de rejet.

Toute modification substantielle des activités, installations, ouvrages ou travaux qui relèvent de l'autorisation est soumise à la délivrance d'une nouvelle autorisation, qu'elle intervienne avant la réalisation du projet ou lors de sa mise en œuvre ou de son exploitation.

Toute autre modification notable apportée au projet doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation. S'il y a lieu, le préfet fixe des prescriptions complémentaires ou adapte l'autorisation dans les formes prévues à l'article R.181-45.

1.6.2 Mise à jour de l'étude de dangers et de l'étude d'impact

Les études d'impact et de dangers sont actualisées à l'occasion de toute modification **substantielle** telle que prévue à l'article R.181-46 du code de l'environnement. Ces compléments sont systématiquement communiqués au Préfet qui pourra demander une analyse critique d'éléments du dossier justifiant des vérifications particulières, effectuée par un organisme extérieur expert dont le choix est soumis à son approbation. Tous les frais engagés à cette occasion sont supportés par l'exploitant.

1.6.3 Équipements abandonnés

Les équipements abandonnés ne doivent pas être maintenus dans les installations. Toutefois, lorsque leur enlèvement est incompatible avec les conditions immédiates d'exploitation, des dispositions matérielles interdiront leur réutilisation afin de garantir leur mise en sécurité et la prévention des accidents.

1.6.4 Transfert sur un autre emplacement

Tout transfert sur un autre emplacement des installations visées sous l'article 1.2 du présent arrêté nécessite une nouvelle demande d'autorisation ou d'enregistrement ou déclaration.

1.6.5 Changement d'exploitant

Le changement d'exploitant a lieu conformément aux articles R. 181-47, R. 516-1 et R. 513-21 du code de l'environnement. Elle est soumise à autorisation du Préfet du val d'Oise .

Cette déclaration est faite **dans les trois mois qui suivent ce transfert**. Elle mentionne, s'il s'agit d'une personne physique, les nom, prénoms et domicile du nouveau bénéficiaire et, s'il s'agit d'une personne morale, sa

dénomination ou sa raison sociale, sa forme juridique, l'adresse de son siège social ainsi que la qualité du signataire de la déclaration. Elle mentionne également les documents établissant les capacités techniques et financières du nouvel exploitant et la constitution de garanties financières. Le préfet en accuse réception dans un délai d'un mois.

La décision du préfet doit intervenir dans un délai de trois mois à compter de la réception de la demande. En absence de modification du montant des garanties financières, l'avis du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques n'est pas requis. A défaut de notification d'une décision expresse dans un délai de trois mois, le silence gardé par le préfet vaut autorisation de changement d'exploitant.

1.6.6 Cessation d'activité

Sans préjudice des mesures de l'article R. 512-74 du code de l'environnement, pour l'application des articles R. 512-39-1 à R. 512-39-5, l'usage à prendre en compte est le suivant : **réhabilitation en vue de permettre un usage industriel.**

Lorsqu'une installation classée est mise à l'arrêt définitif, l'exploitant **notifie** au préfet la date de cet arrêt **trois mois au moins avant celui-ci.**

La notification prévue ci-dessus indique les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. Ces mesures comportent notamment :

- l'évacuation ou l'élimination des produits dangereux, celle des déchets présents sur le site ;
- des interdictions ou limitations d'accès au site ;
- la suppression des risques d'incendie et d'explosion ;
- la surveillance des effets de l'installation sur son environnement.

En outre, l'exploitant place le site de l'installation dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et qu'il permette un usage futur du site déterminé selon le(s) usage(s) prévu(s) au premier alinéa du présent article ou conformément à l'article R. 512-39-2 du code de l'environnement.

En application de l'article R. 515-75 du code de l'environnement, La notification comporte en outre une évaluation de l'état de pollution du sol et des eaux souterraines par les substances ou mélanges dangereux pertinents mentionnés à l'article 3 du règlement (CE) n°1272/2008 du 16 décembre 2008 modifié relatif à la classification, à l'étiquetage et à l'emballage des substances et des mélanges. Cette évaluation est fournie même si l'arrêt ne libère pas du terrain susceptible d'être affecté à un nouvel usage.

En cas de pollution significative du sol et des eaux souterraines, par des substances ou mélanges mentionnés à l'alinéa ci-dessus, intervenue depuis l'établissement du rapport de base mentionné au 3° du I de l'article R. 515-59, l'exploitant propose également dans sa notification les mesures permettant la remise du site dans l'état prévu à l'alinéa ci-dessous.

En tenant compte de la faisabilité technique des mesures envisagées, l'exploitant remet le site dans un état au moins similaire à celui décrit dans le rapport de base lorsqu'il existe.

1.7 RÉGLEMENTATION

1.7.1 Réglementation applicable

Sans préjudice de la réglementation en vigueur, sont notamment applicables à l'établissement les prescriptions qui le concernent des textes cités ci-dessous (liste non exhaustive) :

Dates	Textes
23/01/97	Arrêté relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement
02/02/98	Arrêté relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à

	autorisation
29/07/05	Arrêté modifié fixant le formulaire du bordereau de suivi des déchets dangereux mentionné à l'article 4 du décret n°2005-635 du 30 mai 2005
31/01/08	Arrêté modifié relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions et des transferts de polluants et des déchets
07/07/09	Arrêté relatif aux modalités d'analyse dans l'air et dans l'eau dans les ICPE et aux normes de référence ;
11/03/10	Arrêté portant modalités d'agrément des laboratoires ou des organismes pour certains types de prélèvements et d'analyses à l'émission des substances dans l'atmosphère
27/10/11	Arrêté portant modalités d'agrément des laboratoires effectuant des analyses dans le domaine de l'eau et des milieux aquatiques au titre du code de l'environnement ;
29/02/12	Arrêté modifié fixant le contenu des registres mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-46 du code de l'environnement ;
17/12/19	Arrêté relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations de traitement de déchets relevant du régime de l'autorisation et de la directive IED
14/04/20	Arrêté modifiant l'arrêté du 2 mai 2012 relatif aux agréments des exploitants des centres VHU et aux agréments des exploitants des installations de broyage de véhicules hors d'usage

1.7.2 Respect des autres législations et réglementations

Les dispositions de cet arrêté préfectoral sont prises sans préjudice :

- des autres législations et réglementations applicables, et notamment le code minier, le code civil, le code de l'urbanisme, le code du travail et le code général des collectivités territoriales, la réglementation sur les équipements sous pression,
- des schémas, plans et autres documents d'orientation et de planification approuvés.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

La présente autorisation ne vaut pas permis de construire.

2 GESTION DE L'ÉTABLISSEMENT

2.1 EXPLOITATION DES INSTALLATIONS

2.1.1 Objectifs généraux

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour :

- limiter le prélèvement et la consommation d'eau ;
- limiter les émissions de polluants dans l'environnement ;
- respecter les valeurs limites d'émissions pour les substances polluantes définies ci-après
- la gestion des effluents et déchets en fonction de leurs caractéristiques, ainsi que la réduction des quantités rejetées ;
- prévenir en toutes circonstances, l'émission, la dissémination ou le déversement, chroniques ou accidentels, directs ou indirects, de matières ou substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients pour la commodité de voisinage, pour la santé, la sécurité, la salubrité publiques, pour l'agriculture, pour la protection de la nature, de l'environnement et des paysages, pour l'utilisation rationnelle de l'énergie ainsi que pour la conservation des sites et des monuments ainsi que des éléments du patrimoine archéologique.

2.1.2 Consignes d'exploitation

L'exploitant établit des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations comportant explicitement les vérifications à effectuer, en conditions d'exploitation normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté.

L'exploitation se fait sous la surveillance de personnes nommément désignées par l'exploitant et ayant une connaissance des dangers des produits stockés ou utilisés dans l'installation.

2.1.3 Contrôle supplémentaires

L'inspection des installations classées peut demander à tout moment la réalisation de prélèvements et analyses d'effluents liquides ou gazeux, de déchets ou de sol, ainsi que l'exécution de mesures de niveaux sonores.

Les frais occasionnés sont à la charge de l'exploitant.

2.2 RÉSERVES DE PRODUITS OU MATIÈRES CONSOMMABLES

2.2.1 Réserves de produits

L'établissement dispose de réserves suffisantes de produits ou matières consommables utilisés de manière courante ou occasionnelle pour assurer la protection de l'environnement tels que manches de filtre, produits de neutralisation, liquides inhibiteurs, produits absorbants...

2.3 INTÉGRATION DANS LE PAYSAGE

2.3.1 Propreté

L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage. L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence.

L'exploitant prend les mesures nécessaires afin d'éviter la dispersion sur les voies publiques et les zones environnantes de poussières, papiers, boues, déchets, ...

Des dispositifs d'arrosage, de lavage de roues, ... sont mis en place en tant que de besoin.

2.3.2 Esthétique

Le site est ceinturé par un merlon de terre d'au minimum 2 m de hauteur.

Les abords de l'installation, placés sous le contrôle de l'exploitant sont aménagés et maintenus en bon état de propreté (peinture, poussières, envols...). Les émissaires de rejet et leur périphérie font l'objet d'un soin particulier (plantations, engazonnement,...).

2.4 DANGER OU NUISANCE NON PRÉVENU

2.4.1 Danger ou nuisance non prévenu

Tout danger ou nuisance non susceptible d'être prévenu par les prescriptions du présent arrêté est immédiatement porté à la connaissance du Préfet par l'exploitant.

2.5 INCIDENTS OU ACCIDENTS

2.5.1 Déclaration et rapport

L'exploitant est tenu à déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement.

Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme.

Ce rapport est transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées.

2.6 PROGRAMME D'AUTO SURVEILLANCE

2.6.1 Principe et objectifs du programme d'auto surveillance

Afin de maîtriser les émissions de ses installations et de suivre leurs effets sur l'environnement, l'exploitant définit et met en œuvre sous sa responsabilité un programme de surveillance de ses émissions et de leurs effets dit programme d'auto surveillance. L'exploitant adapte et actualise la nature et la fréquence de cette surveillance pour tenir compte des évolutions de ses installations, de leurs performances par rapport aux obligations réglementaires, et de leurs effets sur l'environnement. L'exploitant décrit dans un document tenu à la disposition de l'inspection des installations classées les modalités de mesures et de mise en œuvre de son programme de surveillance, y compris les modalités de transmission à l'inspection des installations classées.

Les articles suivants définissent le contenu minimum de ce programme en terme de nature de mesure, de paramètres et de fréquence pour les différentes émissions et pour la surveillance des effets sur l'environnement, ainsi que de fréquence de transmission des données d'auto surveillance.

2.6.2 Mesures comparatives

Outre les mesures auxquelles il procède sous sa responsabilité, afin de s'assurer du bon fonctionnement des dispositifs de mesure et des matériels d'analyse ainsi que de la représentativité des valeurs mesurées (absence de dérive), l'exploitant fait procéder à des mesures comparatives, selon des procédures normalisées lorsqu'elles existent, par un organisme extérieur différent de l'entité qui réalise habituellement les opérations de mesure du programme d'auto surveillance. Celui-ci doit être accrédité ou agréé par le ministère chargé de l'inspection des installations classées pour les paramètres considérés.

Ces mesures sont réalisées sans préjudice des mesures de contrôle réalisées par l'inspection des installations classées en application des dispositions des articles L. 514-5 et L. 514-8 du code de l'environnement. Conformément à ces articles, l'inspection des installations classées peut, à tout moment, réaliser ou faire réaliser des prélèvements d'effluents liquides ou gazeux, de déchets ou de sol et des mesures de niveaux sonores. Les frais de prélèvement et d'analyse sont à la charge de l'exploitant. Les contrôles inopinés exécutés à la demande de l'inspection des installations classées peuvent, avec l'accord de cette dernière, se substituer aux mesures comparatives.

2.6.3 Analyse et transmission des résultats de l'auto surveillance

L'exploitant suit les résultats des mesures qu'il réalise ou fait réaliser notamment celles de son programme d'auto surveillance, les analyse et les interprète. Il prend le cas échéant les actions correctives appropriées lorsque des résultats font présager des risques ou inconvénients pour l'environnement ou d'écart par rapport au respect des valeurs réglementaires relatives aux émissions de ses installations ou de leurs effets sur l'environnement.

En particulier, lorsque la surveillance environnementale sur les eaux souterraines ou les sols fait apparaître une dérive par rapport à l'état initial de l'environnement, soit réalisé en application de l'article R 512-8 II 1° du code de l'environnement, soit reconstitué aux fins d'interprétation des résultats de surveillance, l'exploitant met en œuvre les actions de réduction complémentaires des émissions appropriées et met en œuvre, le cas échéant, un plan de gestion visant à rétablir la compatibilité entre les milieux impactés et leurs usages.

Il informe le préfet et l'inspection des installations classées du résultat de ses investigations et, le cas échéant, des mesures prises ou envisagées.

Sans préjudice des dispositions de l'article 2.5.1, l'exploitant établit, au plus tard le dernier jour du mois suivant **chaque trimestre calendaire**, un rapport de synthèse relatif aux résultats des mesures et analyses du trimestre concerné. Ce rapport, traite au minimum de l'interprétation des résultats de la période considérée (en particulier cause et ampleur des écarts), des mesures comparatives mentionnées au 2.6.2, des modifications éventuelles du programme d'auto surveillance et des actions correctives mises en œuvre ou prévues (sur l'outil de production, de traitement des effluents, la maintenance...) ainsi que de leur efficacité.

Il est tenu à la disposition permanente de l'inspection des installations classées pendant une durée de 10 ans.

Les résultats de l'auto-surveillance des prélèvements et des émissions, sauf impossibilité technique, sont transmis par l'exploitant par le biais du site Internet appelé GIDAF (Gestion Informatisée des Données d'Auto surveillance Fréquentes) à l'adresse suivante :

<https://gidaf.developpement-durable.gouv.fr/Gidaf/>

dans un délai d'un mois suivant le trimestre calendaire considéré sauf indications contraires. En cas d'impossibilité technique manifeste, les résultats sont annexés au bilan annuel visé à l'article 2.9.1.

2.7 RÉCAPITULATIF DES DOCUMENTS TENUS À LA DISPOSITION DE L'INSPECTION

2.7.1 Récapitulatif des documents tenus à la disposition de l'inspection

L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants :

- le dossier de demande d'autorisation initial,
- les plans tenus à jour notamment ceux visés par les articles 4.2.1.2 (réseaux d'eaux), 7.2.1 (zones d'émergence réglementée), 8.2.1 (zones de dangers), 8.2.2 (substances dangereuses) et 8.2.7 (SDIS),
- tous les rapports d'incident ou d'accident,
- les arrêtés préfectoraux relatifs aux installations soumises à autorisation, pris en application de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement,
- tous les documents, enregistrements, résultats de vérification et registres répertoriés dans le présent arrêté ; ces documents peuvent être informatisés, mais dans ce cas des dispositions doivent être prises pour la sauvegarde des données. Ces documents sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site durant 5 années au minimum.

Ce dossier est tenu en permanence à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site.

2.8 RÉCAPITULATIF DES DOCUMENTS À TRANSMETTRE À L'INSPECTION

2.8.1 Récapitulatif des documents à transmettre à l'inspection

L'exploitant transmet à l'inspection les documents suivants :

Articles	Documents à transmettre	Périodicités / échéances
ARTICLE 1.5.3	Attestation de constitution de garanties financières	Avant la mise en service de l'installation de broyage visée à l'article 1.2.1
ARTICLE 1.5.5	Actualisation des garanties financières	3 mois avant la fin de la période (ou tous les 5 ans), ou avant 6 mois suivant une augmentation de plus de 15% de la TP01
ARTICLE 1.5.4	Renouvellement des garanties financières	Trois mois avant la date d'échéance du document prévu à l'article 1.5.3.
ARTICLE 1.6.1	Modification des installations	Avant la réalisation de la modification.
ARTICLE 1.6.5	Changement d'exploitant	3 mois suivant le transfert
ARTICLE 1.6.6	Cessation d'activité	3 mois avant la date de cessation d'activité
ARTICLE 2.5.1	Déclaration des accidents et incidents	Ce rapport est transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées
ARTICLE 2.6.3	Résultats d'autosurveillance	Rejets aqueux : fréquence d'analyse mensuelle Rejets atmosphériques : fréquence d'analyse semestrielle à annuelle. Premières analyses à mener 1 mois après la mise en service du broyeur + Transmission des résultats avec commentaires dans le mois suivant le trimestre calendaire considéré sauf première analyse des rejets atmosphériques à transmettre dans les 15 jours
ARTICLES 2.9.1+2.9.2	Bilans de l'année N Déclaration annuelle des émissions	Annuelle/avant le 1 ^{er} avril de l'année N+1 Annuelle/avant le 31 mars de l'année N+1 via le site de télédéclaration GEREP
ARTICLE 2.9.4	Réexamen IED	Dans un délai de 12 mois à compter de la publication au Journal Officiel de l'Union Européenne des décisions concernant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles relatives à la rubrique principale
ARTICLE 3.4	Surveillance de l'environnement	Avant la mise en service du broyeur, entre 3 et 6 mois après sa mise en service, puis tous les ans. Transmission des résultats des deux premières campagne dans les 15 jours suivant leur réception.
ARTICLE 4.1.1.2.2	Inspection des 2 forages	Tous les 10 ans. Justificatif à conserver.
ARTICLE 4.3.4	Contrôle et d'entretien (curage...) des installations de traitement.	Tous les ans (a minima). Justificatif à conserver.
ARTICLE 4.6	Surveillance périodique pour les eaux souterraines et les sols	Eaux souterraines : tous les 5 ans Sol : tous les 10 ans
ARTICLE 7.2.3	Autosurveillance des niveaux sonores	Un an au maximum après la mise en service de l'installation, puis tous les 3 ans

2.9 BILANS PÉRIODIQUES

2.9.1 Bilan annuel

Au plus tard le **1^{er} avril de chaque année**, l'exploitant adresse à l'inspection des installations classées un bilan portant sur l'année précédente comportant :

- éléments précis sur la nature, la quantité et la provenance des déchets reçus et traités par type de déchets ;

- récapitulatif des déchets évacués du site vers les différentes filières de traitement (élimination ou valorisation). Les exutoires doivent être clairement indiqués ;
- travaux et investissement sur le site notamment en matière de protection de l'environnement ;
- extrait du registre visé à l'article 3.1.2 (anomalies des rejets atmosphériques) ;
- tout projet de modification ou d'extension des installations bien avant leur réalisation sans préjudice de l'application R. 181-46 du code de l'environnement ;
- synthèse des informations prévues dans le présent arrêté (notamment ceux récapitulés au 2.8) ainsi que, plus généralement, tout élément d'information pertinent sur l'exploitation des installations ;
- bilan des actions de contrôle de prévention des risques (formation à la sécurité, exercices incendie...) ;
- bilan des contrôles effectués sur les matériels et dispositifs de sécurité du site.

Le rapport de l'exploitant est également adressé à la commission de suivi des sites si elle existe.

2.9.2 Déclaration annuelle des émissions et de transfert de polluants et de déchets (GEREP)

L'exploitant déclare ses données d'émissions polluantes et des déchets d'une année N **avant le 31 mars N + 1** sur l'application informatique dédiée et selon les modalités fixées notamment par l'arrêté du 31 janvier 2008 relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions et de transferts de polluants et des déchets

2.9.3 Information du public

Conformément à l'article R125-2 de code de l'environnement, l'exploitant adresse chaque année au préfet du département et au maire de la commune d'implantation de son installation un dossier comprenant les documents précisés dans ce même article.

L'exploitant adresse également ce dossier à la commission de suivi de site de son installation, si elle existe, conformément au point II de l'article R125-8 de code de l'environnement.

2.9.4 Réexamen des prescriptions de l'arrêté d'autorisation et dossier de réexamen

Les prescriptions de l'arrêté d'autorisation des installations sont réexaminées conformément aux dispositions de l'article L 515-28 et des articles R.515-70 à R.515-73 du code de l'environnement. En vue de ce réexamen, l'exploitant adresse au préfet les informations nécessaires, mentionnées à l'article L. 515-29 du code de l'environnement, sous la forme d'un **dossier de réexamen**, dont le contenu est fixé à l'article R 515-72 ,dans les **douze mois** qui suivent la date de publication des décisions concernant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles relatives à la rubrique principale visée à l'article 1.2.1 du présent arrêté.

3 - PRÉVENTION DE LA POLLUTION ATMOSPHÉRIQUE

3.1 CONCEPTION DES INSTALLATIONS

3.1.1 Dispositions générales

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'exploitation et l'entretien des installations de manière à limiter les émissions à l'atmosphère, y compris diffuses, notamment par la mise en œuvre de technologies propres, le développement de techniques de valorisation, la collecte sélective et le traitement des effluents en fonction de leurs caractéristiques et la réduction des quantités rejetées en optimisant notamment l'efficacité énergétique.

Sauf autorisation explicite, la dilution des effluents est interdite. En aucun cas elle ne doit constituer un moyen de respecter les valeurs limites

Les installations de traitement devront être conçues, exploitées et entretenues de manière à réduire à leur minimum les durées d'indisponibilité pendant lesquelles elles ne pourront assurer pleinement leur fonction.

Les installations de traitement d'effluents gazeux doivent être conçues, exploitées et entretenues de manière :

- à faire face aux variations de débit, température et composition des effluents,
- à réduire au minimum leur durée de dysfonctionnement et d'indisponibilité.

Les procédés de traitement non susceptibles de conduire à un transfert de pollution doivent être privilégiés pour l'épuration des effluents.

Les installations de traitement sont correctement entretenues. Les **principaux paramètres** permettant de s'assurer de leur bonne marche sont mesurés périodiquement et si besoin en continu avec asservissement à une alarme. Les résultats de ces mesures sont portés sur un **registre** éventuellement informatisé et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Si une indisponibilité est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées, l'exploitant devra prendre les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en réduisant ou en arrêtant les installations concernées.

Les **consignes d'exploitation** de l'ensemble des installations comportent explicitement les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien, de façon à permettre en toute circonstance le respect des dispositions du présent arrêté.

Le brûlage à l'air libre est interdit à l'exclusion des essais incendie. Dans ce cas, les produits brûlés sont identifiés en qualité et quantité.

3.1.2 Pollutions accidentelles

Les dispositions appropriées sont prises pour réduire la probabilité des émissions accidentelles et pour que les rejets correspondants ne présentent pas de dangers pour la santé et la sécurité publique.

Les incidents ayant entraîné des rejets dans l'air non conforme ainsi que les causes de ces incidents et les remèdes apportés sont consignés dans un registre.

3.1.3 Odeurs

Les dispositions nécessaires sont prises pour que l'établissement ne soit pas à l'origine de gaz odorants, susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publique.

Les dispositions nécessaires sont prises pour éviter en toute circonstance l'apparition de conditions d'anaérobiose dans des bassins de rétention des eaux pluviales. Ceux-ci doivent être curés si nécessaire.

3.1.4 Voies de circulation

Sans préjudice des règlements d'urbanisme, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour prévenir les envols de poussières et de matières diverses :

- les voies de circulation et aires de stationnement des véhicules sont aménagées (formes de pente, revêtement, etc.), et convenablement nettoyées,
- Les véhicules sortant de l'installation n'entraînent pas de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation. Pour cela des dispositions telles que le lavage des roues des véhicules doivent être prévues en cas de besoin,
- les surfaces où cela est possible sont engazonnées,
- des écrans de végétation sont mis en place le cas échéant.

Des dispositions équivalentes peuvent être prises en lieu et place de celles-ci.

3.1.5 Émissions diffuses et envols de poussières

Les stockages de produits pulvérulents sont confinés (récipients, silos, bâtiments fermés) et les installations de manipulation, transvasement, transport de produits pulvérulents sont, sauf impossibilité technique démontrée, munies de dispositifs de capotage et d'aspiration permettant de réduire les envols de poussières. Si nécessaire, les dispositifs d'aspiration sont raccordés à une installation de dépoussiérage en vue de respecter les dispositions du présent arrêté. Les équipements et aménagements correspondants satisfont par ailleurs la prévention des risques d'incendie et d'explosion (événements pour les tours de séchage, les dépoussiéreurs...).

La hauteur de chute des matières dans le pré-broyeur doit être aussi limitée que possible.

Les deux box de stockage des résidus de broyages légers appelés fluff sont clos sur les 3/4 et couverts.

L'ensemble de la chaîne liée au broyage et notamment les bandes transporteuses sont **capotées** de façon à limiter les émissions diffuses en COV et poussières. Un dispositif équivalent peut également être mis en place.

Le **nettoyage des zones de traitement** (broyage et presse cisaille) et de stockages de déchets associés a lieu au moins **une fois par mois**. Ces actions sont tracées dans un registre.

Pour les stockages à l'air libre, une humidification du stockage ou la pulvérisation d'additifs pour limiter les envols par temps sec est mise en place si nécessaire.

3.2 CONDITIONS DE REJET

3.2.1 Dispositions générales

Les poussières, gaz polluants ou odeurs sont, dans la mesure du possible, captés à la source et canalisés, sans préjudice des règles relatives à l'hygiène et à la sécurité des travailleurs

Les points de rejet dans le milieu naturel doivent être en nombre aussi réduit que possible. Tout rejet non prévu au présent chapitre ou non conforme à ses dispositions est interdit. La dilution des rejets atmosphériques est interdite.

Les ouvrages de rejet doivent permettre une bonne diffusion dans le milieu récepteur.

Les rejets à l'atmosphère sont, dans toute la mesure du possible, collectés et évacués, après traitement éventuel, par l'intermédiaire de cheminées pour permettre une bonne diffusion des rejets. L'emplacement de ces conduits est tel qu'il ne peut y avoir à aucun moment siphonnage des effluents rejetés dans les conduits ou prises d'air avoisinant. La forme des conduits, notamment dans leur partie la plus proche du débouché à l'atmosphère, est conçue de façon à favoriser au maximum l'ascension des gaz dans l'atmosphère. La partie terminale de la cheminée peut comporter un convergent réalisé suivant les règles de l'art lorsque la vitesse d'éjection est plus élevée que la vitesse choisie pour les gaz dans la cheminée. Les contours des conduits ne présentent pas de point anguleux et la variation de la section des conduits au voisinage du débouché est continue et lente.

Les poussières, gaz polluants ou odeurs sont, dans la mesure du possible, captés à la source et canalisés, sans préjudice des règles relatives à l'hygiène et à la sécurité des travailleurs.

Les conduits d'évacuation des effluents atmosphériques nécessitant un suivi, dont les points de rejet sont repris ci-après, doivent être aménagés (plate-forme de mesure, orifices, fluides de fonctionnement, emplacement des appareils, longueur droite pour la mesure des particules) de manière à permettre des mesures représentatives des émissions de polluants à l'atmosphère. En particulier les dispositions des normes NF 44-052 et EN 13284-1, ou toute autre norme européenne ou internationale équivalente en vigueur à la date d'application du présent arrêté, sont respectées.

Ces points doivent être aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes les dispositions doivent également être prises pour faciliter l'intervention d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.

Les principaux paramètres permettant de s'assurer de la bonne marche des installations de traitement doivent être contrôlés périodiquement ou en continu avec asservissement à une alarme. Les résultats de ces contrôles sont portés sur un registre, éventuellement informatisé, tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Les incidents ayant entraîné le fonctionnement d'une alarme et/ou l'arrêt des installations ainsi que les causes de ces incidents et les remèdes apportés sont également consignés dans un registre.

3.2.2 Traitement avant rejet

Le dépoussiérage est réalisé en deux parties au niveau du broyeur : **dépoussiérage par voie sèche (cyclone) puis dépoussiérage par voie humide (laveur venturi)**. Après l'action du broyeur, un dépoussiérage au niveau de l'aéro-séparateur est réalisé par **voie sèche (cyclone et filtres à manche)**. Les rejets atmosphériques convergent vers un seul point de rejet décrit ci-après.

Les matières sèches récupérées, appelées fluff ou résidus de broyage légers d'un volume maximal de 370 m³ sont stockés dans des box clos sur les 3/4 et couverts.

3.2.3 Conditions générales de rejet

	Hauteur en m par rapport au sol	Diamètre en m	Rejet des fumées des installations raccordées	Débit nominal en Nm ³ /h	Vitesse mini d'éjection en m/s
Rejet du broyeur	18 m	1,4	Zone de Broyage et aéro-séparateur associé	65000	10

3.2.4 Valeurs limites des concentrations dans les rejets atmosphériques / Valeurs limites des flux de polluants rejetés

Sauf indication contraire, les valeurs limites d'émissions atmosphériques définies ci-près désignent des concentrations (masse de substances émise par volume d'effluents gazeux) dans les conditions normalisées suivantes : gaz secs à une température de 273,15 K et une pression de 101,3 kPa, sans correction de la teneur en oxygène, concentrations exprimées en µg/Nm³ ou en mg/Nm³.

On entend par flux de polluant la masse de polluant rejetée par unité de temps. Lorsque la valeur limite est exprimée en flux spécifique, ce flux est calculé, sauf dispositions contraires, à partir d'une production journalière.

Les flux de polluants rejetés dans l'atmosphère doivent être inférieurs aux valeurs limites suivantes :

Point de rejet : rejet du broyeur décrit à l'article précédent			
Paramètres	Code CAS	Concentration (mg/Nm ³)	Flux horaire (g/h)
Poussières, y compris particules fines		5	325
Sb + Cr + Co + Cu + Sn + Mn + Ni + V + Zn		5	325
As	7440-38-2	1	65
Pb	7439-92-1	0,5	65
Hg+Cd+Tl	7439-97-6 + 7440-43-9	0,1 (0,05 par métal)	6,5 (3,25 par métal)
PCDD/F		0,1 ng I-Teq/Nm ³	6,5 mg/h
PCB du type dioxines		/	/
COVT		110	7150

Pour les métaux : prise en compte des métaux et de leurs composés, particulaires et gazeux et concentration exprimée en métal ou sommes des métaux.

Les valeurs limites s'imposent à des mesures, prélèvements et analyses moyens réalisés sur une durée qui est fonction des caractéristiques de l'appareil et du polluant et voisine d'une demi-heure.

3.2.5 Respect des valeurs limites

Les valeurs limites s'imposent à des mesures, prélèvements et analyses moyens réalisés sur une durée qui est fonction des caractéristiques de l'appareil et du polluant et voisine de trois mesures consécutives d'au moins 30 minutes chacune (**six heures au minimum et huit heures au maximum pour les PCDD/F et PCB de type dioxine**).

Lorsque la valeur limite est exprimée en flux spécifique, ce flux est calculé, sauf dispositions contraires, à partir d'une production journalière.

Dans le cas d'une autosurveillance permanente (au moins une mesure représentative par jour), sauf disposition contraire, 10% de la série des résultats des mesures peuvent dépasser les valeurs limites prescrites, sans toutefois dépasser le double de ces valeurs. Ces 10% sont comptés sur une base de 24 heures.

Dans le cas de prélèvements instantanés, aucun résultat de mesure ne dépasse le double de la valeur prescrite.

Sauf autorisation explicite, la dilution des effluents est interdite. En aucun cas elle ne doit constituer un moyen de respecter les valeurs limites fixées par le présent arrêté.

3.3 AUTOSURVEILLANCE DES REJETS DANS L'ATMOSPHERE

3.3.1 Autosurveillance des émissions atmosphériques canalisées ou diffuses

Les mesures portent sur le rejet du broyeur canalisé dont l'émissaire est localisé sur le plan des installations visés à l'article 1.2.2.

Paramètre	Fréquence
Débit	annuelle
Poussières, y compris particules fines	Semestrielle
Métaux et métalloïdes (As, Cd, Co, Cr, Cu, Hg, Mn, Ni, Pb, Sb, Se, Tl, V)	annuelle
PCDD/F	annuelle
PCB du type dioxines	annuelle

COVT	semestrielle
------	--------------

L'exploitant utilise des méthodes d'analyse lui permettant de réaliser des mesures fiables, répétables et reproductibles. Les normes EN ou, en l'absence de normes EN, les normes ISO ou les normes nationales sont réputées permettre de remplir ces critères.

Pour les polluants ne faisant l'objet d'aucune méthode de référence, la procédure retenue, pour le prélèvement notamment, doit permettre une représentation statistique de l'évolution du paramètre.

Une mesure de chaque paramètre du premier tableau ci-dessous est effectuée dans le mois suivant la mise en service de la ligne de broyage de ferrailles. Les résultats sont comparés aux valeurs limites d'émission définies à l'article 3.2.4 et transmis dans un délai de 15 jours suivants leur réception par l'exploitant.

Au bout de 3 ans, l'exploitant évalue la pertinence de la mesure des paramètres PCB de type dioxine et PCDD/F notamment au regard des seuils de détection du laboratoire agréé. Sur la base de cette évaluation et avec l'accord de l'Inspection des Installations Classées, la surveillance de ce paramètre pourra être abandonnée.

3.3.1.1 Mesure « comparatives »

Les mesures comparatives mentionnées à l'article 2.6.2 sont réalisées selon la fréquence minimale suivante :

Paramètre	Fréquence	Norme
Vitesse et débit	Une fois par an	ISO 10780
Poussières, y compris particules fines		EN 13284-1
Sb + Cr + Co + Cu + Sn + Mn + Ni + V + Zn		EN 14385
As		EN 14385
Pb		EN 14385
Hg+Cd		EN 13211 (Hg) + EN 14385 (Cd)
PCDD/F		EN 1948-1, -2 et -3
PCB du type dioxines		EN 1948-1, -2 et -4
COVT		EN 12619

Ces mesures peuvent se subsister aux mesures à réaliser une fois par an dans le cadre de l'autosurveillance mentionnée dans le tableau de l'article 3.3.1.

3.4 SURVEILLANCE DANS L'ENVIRONNEMENT

L'exploitant doit mettre en place un programme de surveillance de l'impact de l'installation sur l'environnement. Ce programme concerne au moins les PCB (de type dioxine), les PCDD/F et les métaux.

Il prévoira notamment la détermination de la concentration de ces polluants dans l'environnement :

- **avant la mise en service** de l'installation de broyage de ferrailles (point zéro) ;
- **dans un délai compris entre trois mois et six mois** après la mise en service de l'installation de broyage de ferrailles ;
- après cette campagne initiale, selon une **fréquence au moins annuelle**.

Le programme est déterminé et mis en œuvre sous la responsabilité de l'exploitant et à ses frais. Les mesures doivent être réalisées en des lieux où l'impact de l'installation est supposé être le plus important.

Les résultats des mesures d'une campagne sont comparées à ceux des campagnes précédentes pour déterminer un éventuel impact de l'installation sur son environnement.

Les analyses sont réalisées par des laboratoires compétents, français ou étrangers, choisis par l'exploitant.

Les résultats de ce programme de surveillance sont repris dans le rapport prévu à l'article 2.9.1 du présent arrêté. Toutefois, les résultats des deux premières campagnes de mesures (avant mise en service et pendant une période comprise entre 3 et 6 mois après la mise en service) sont transmis dans un délai de **deux semaines** à l'inspection des installations à compter de leur réception par l'exploitant.

Le programme de surveillance tient compte des conditions météorologiques locales (vitesse et direction du vent, pluviométrie en fonction des saisons, topographie, ...).

Les analyses sont réalisées pendant le fonctionnement de l'installation sur des périodes d'au moins deux mois, à l'intérieur de l'installation au niveau de chaque secteur où les retombées atmosphériques sont les plus importantes ainsi qu'à l'extérieur du site au niveau de 2 points représentatifs de l'environnement du site.

Au bout de 3 ans, l'exploitant évalue la pertinence de cette surveillance notamment au regard des seuils de détection du laboratoire agréé. Sur la base de cette évaluation et avec l'accord de l'Inspection des Installations Classées, la surveillance dans l'environnement pourra être abandonnée.

4 PROTECTION DES RESSOURCES EN EAUX ET DES MILIEUX AQUATIQUES

L'implantation et le fonctionnement de l'installation est compatible avec les objectifs de qualité et de quantité des eaux visés au IV de l'article L. 212-1 du code de l'environnement. Elle respecte les dispositions du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux et du schéma d'aménagement et de gestion des eaux s'il existe. La conception et l'exploitation de l'installation permettent de limiter la consommation d'eau et les flux polluants.

4.1 PRÉLÈVEMENTS ET CONSOMMATIONS D'EAU

4.1.1.1 Origine des approvisionnements en eau

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour limiter les flux d'eau. Notamment la réfrigération en circuit ouvert est interdite. **Le système de dépoussiérage par voie humide du broyeur fonctionne en circuit fermé.**

L'établissement est alimenté en eau par le réseau public d'adduction d'eau.

2 forages participent au maintien du niveau minimal du bassin de réserve incendie et à l'alimentation des RIA et des bornes incendie.

Les prélèvements d'eau qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont autorisés dans les quantités suivantes :

Origine de la ressource	Nom de la masse d'eau ou de la commune du réseau	Code national de la masse d'eau (compatible SANDRE) (si prélèvement dans une masse d'eau)	Prélèvement maximal annuel (m ³ /an)
Eau souterraine (2 forages)	Calcaires du Lutétien	3104	32 m ³ pour le remplissage du bac de décantation de 16 m ³ du système de traitement de l'air
Réseau public AEP	/	/	600 m ³ pour le nettoyage du site et des engins/

4.1.1.2 Protection des réseaux d'eau potable et des milieux de prélèvement

4.1.1.2.1 Protection des eaux d'alimentation

Un ou plusieurs réservoirs de coupure ou bacs de disconnexion ou tout autre équipement présentant des garanties équivalentes sont installés afin d'isoler les réseaux d'eaux industrielles et pour éviter des retours de substances dans les réseaux d'adduction d'eau publique ou dans les milieux de prélèvement.

4.1.1.2.2 Prélèvement d'eau en nappe par forage

La réalisation de tout nouveau forage ou la mise hors service d'un forage est portée préalablement à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation de l'impact hydrogéologique.

L'ensemble des forages (y compris les piézomètres) et l'équipement de ces forages assurent pendant toute la durée du forage et de l'exploitation, une protection des eaux souterraines contre l'interconnexion des nappes d'eaux distinctes et le risque d'introduction de pollution de surface. Chacun des deux forages dispose, dans un local technique fermé à clé, d'une coupure par vanne mécanique (action manuelle) et d'une coupure électrique (bouton d'allumage sur armoire électrique de commande). Seul le chef de chantier a accès à ces locaux.

L'ouvrage est régulièrement entretenu de manière à garantir la protection de la ressource en eau souterraine, notamment vis-à-vis du risque de pollution par les eaux de surface et du mélange des eaux issues de différents systèmes aquifères, et à éviter tout gaspillage d'eau.

L'ouvrage doit faire l'objet d'une **inspection périodique**, au minimum tous les dix ans, en vue de vérifier l'étanchéité de l'installation concernée et l'absence de communication entre les eaux prélevées ou surveillées et les eaux de surface ou celles d'autres formations aquifères interceptées par l'ouvrage. Cette inspection porte en particulier sur l'état et la corrosion des matériaux tubulaires (cuvelages, tubages...). L'exploitant adresse au préfet, dans les trois mois suivant l'inspection, le compte rendu de cette inspection.

4.1.1.2.2.1 Abandon provisoire ou définitif de l'ouvrage

L'abandon de l'ouvrage sera signalé au service de contrôle en vue de mesures de comblement.

Tout ouvrage abandonné est comblé par des techniques appropriées permettant de garantir l'absence de transfert de pollution et de circulation d'eau entre les différentes nappes d'eau souterraine contenues dans les formations aquifères.

▪ Abandon provisoire :

En cas d'abandon ou d'un arrêt de longue durée, le forage sera déséquipé (extraction de la pompe). La protection de la tête et l'entretien de la zone neutralisée seront assurés.

▪ Abandon définitif :

Dans ce cas, la protection de tête pourra être enlevée et le forage sera comblé de graviers ou de sables propres jusqu'au plus - 7 m du sol, suivi d'un bouchon de sobranite jusqu'à - 5 m et le reste sera cimenté (de -5 m jusqu'au sol).

En cas de cessation d'utilisation d'un forage, l'exploitant prend les mesures appropriées pour l'obturation ou le comblement de cet ouvrage afin d'éviter la pollution des nappes d'eau souterraines et la mise en communication de nappes d'eau distinctes. Les mesures prises ainsi que leur efficacité sont consignées dans un document de synthèse qui est transmis au Préfet dans le mois qui suit sa réalisation.

4.2 COLLECTE DES EFFLUENTS LIQUIDES

4.2.1.1 Dispositions générales

Tous les effluents aqueux sont canalisés. Tout rejet d'effluent liquide non prévu à l'article 4.3.1 ou non conforme aux dispositions du chapitre 4.3 est interdit.

A l'exception des cas accidentels où la sécurité des personnes ou des installations serait compromise, il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des effluents devant subir un traitement ou être détruits et le milieu récepteur.

4.2.1.2 Plan des réseaux

Un schéma de tous les réseaux d'eaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.

Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte fait notamment apparaître :

- l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation,
- les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire, ...),
- les secteurs collectés et les réseaux associés,
- le sens d'écoulement des eaux,
- les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...)
- les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu) en reprenant la terminologie de l'article 4.3.5.

4.2.1.3 Entretien et surveillance

Les réseaux de collecte des effluents sont conçus et aménagés de manière à être curables, étanches et résister dans le temps aux actions physiques et chimiques des effluents ou produits susceptibles d'y transiter.

L'exploitant s'assure par des contrôles appropriés et préventifs de leur bon état et de leur étanchéité.

Les différentes tuyauteries et canalisations accessibles sont repérées conformément aux règles en vigueur.

Les canalisations de transport de substances et mélanges dangereux à l'intérieur de l'établissement sont aériennes.

4.2.1.4 Protection des réseaux internes à l'établissement

Les effluents aqueux rejetés par les installations ne sont pas susceptibles de dégrader les réseaux d'égouts ou de dégager des produits toxiques ou inflammables dans ces égouts, éventuellement par mélange avec d'autres effluents.

4.2.1.4.1 Protection contre des risques spécifiques

Les collecteurs véhiculant des eaux polluées par des liquides inflammables ou susceptibles de l'être, sont équipés d'une protection efficace contre le danger de propagation de flammes.

Par les réseaux d'assainissement de l'établissement ne transite aucun effluent issu d'un réseau collectif externe ou d'un autre site industriel.

4.2.1.4.2 Isolement avec les milieux

Un système permet l'isolement des réseaux d'assainissement de l'établissement par rapport à l'extérieur. Ces dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement et/ou à partir d'un poste de commande. Leur entretien préventif et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne.

4.3 TYPES D'EFFLUENTS, LEURS OUVRAGES D'ÉPURATION ET LEURS CARACTÉRISTIQUES DE REJET AU MILIEU

4.3.1 Identification des effluents

L'exploitant est en mesure de distinguer les différentes catégories d'effluents suivants :

- les **eaux exclusivement pluviales** (eaux de toiture...) et eaux non susceptibles d'être polluées
- les **eaux pluviales susceptibles d'être polluées** notamment par ruissellement ;
- les eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie (y compris les eaux utilisées pour l'extinction),
- les **eaux polluées** : les eaux de procédé, les eaux de lavages des sols et des camions,...
- les **eaux résiduaires après épuration interne** : les eaux issues des installations de traitement interne au site ou avant rejet vers le milieu récepteur .
- les **eaux domestiques** : les eaux vannes, les eaux des lavabos et douches, les eaux de cantine... ;

Le système de dépoussiérage par voie humide du broyeur (eaux polluées) fonctionne en circuit fermé.

4.3.2 Collecte des effluents

Les effluents pollués ne contiennent pas de substances de nature à gêner le bon fonctionnement des ouvrages de traitement.

La dilution des effluents est interdite. En aucun cas elle ne doit constituer un moyen de respecter les valeurs seuils de rejets fixées par le présent arrêté. Il est interdit d'abaisser les concentrations en substances polluantes des rejets par simples dilutions autres que celles résultant du rassemblement des effluents normaux de l'établissement ou celles nécessaires à la bonne marche des installations de traitement.

Les rejets directs ou indirects d'effluents dans la (les) nappe(s) d'eaux souterraines ou vers les milieux de surface non visés par le présent arrêté sont interdits.

4.3.3 Gestion des ouvrages : conception, dysfonctionnement

La conception et la performance des installations de traitement (ou de pré-traitement) des effluents aqueux permettent de respecter les valeurs limites imposées au rejet par le présent arrêté. Elles sont entretenues, exploitées et surveillées de manière à réduire au minimum les durées d'indisponibilité ou à faire face aux variations des caractéristiques des effluents bruts (débit, température, composition...) y compris à l'occasion du démarrage ou d'arrêt des installations.

Si une indisponibilité ou un dysfonctionnement des installations de traitement est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées par le présent arrêté, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en limitant ou en arrêtant si besoin les fabrications concernées.

Les dispositions nécessaires doivent être prises pour limiter les odeurs provenant du traitement des effluents ou dans les canaux à ciel ouvert (conditions anaérobies notamment).

4.3.4 Entretien et conduite des installations de traitement

Les principaux paramètres permettant de s'assurer de la bonne marche des installations de traitement des eaux polluées sont mesurés périodiquement et portés sur un registre.

La conduite des installations est confiée à un personnel compétent disposant d'une formation initiale et continue. Un registre spécial est tenu sur lequel sont notés les incidents de fonctionnement des dispositifs de collecte, de traitement, de recyclage ou de rejet des eaux, les dispositions prises pour y remédier et les résultats des mesures et contrôles de la qualité des rejets auxquels il a été procédé.

Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées du fait des activités menées par l'installation industrielle, notamment par ruissellement sur les voies de circulation, aires de stationnement, de chargement et déchargement, aires de stockage et autres surfaces imperméables, sont collectées par un réseau spécifique et traitées par un ou plusieurs dispositifs de traitement adéquat permettant de traiter les polluants en présence.

Ces dispositifs de traitement sont entretenus par l'exploitant conformément à un protocole d'entretien. **Les opérations de contrôle et de nettoyage des équipements sont effectuées au moins une fois par an.** Les déchets de boues et d'hydrocarbures sont évacués vers des installations dûment autorisées.

Les fiches de suivi du nettoyage des équipements, l'attestation de conformité à une éventuelle norme ainsi que les bordereaux de traitement des déchets détruits ou retraités sont mis à la disposition de l'inspection des installations classées.

4.3.5 Localisation des points de rejet

Le site est subdivisé principalement en 4 zones étanches appelées « dalle béton » sur le plan annexé dont la configuration permet la collecte des eaux susceptibles de s'y répandre et leur envoi vers des dispositifs de traitement (hors eaux de toiture). Chacune de ces zones est dotée de tels dispositifs qui sont décrits ci-après et désignés par les termes « STEP » ou « DS ». Toutes les eaux du site convergent selon leur zone de collecte vers quatre bassins de régulation des eaux :

- dans la zone « Nord » : bassins « n°1 Nord » (1 000 m³) et « n°2 Sud-Ouest » (2 650 m³)
- dans la zone « Sud » : bassins « n°1 Sud » (4 000 m³) et « n°2 Sud » (1 000 m³)

Les réseaux de collecte des effluents générés par l'établissement aboutissent au(x) point(s) de rejet qui présente(nt) les caractéristiques suivantes :

Point de rejet vers le milieu récepteur codifié par le présent arrêté	N°1 : exutoire du bassin de rétention n°1 Nord
Coordonnées (RGF93)	X= 660 813 ; Y=6 874 076
Nature des effluents	Eaux pluviales de ruissellement, eaux de lavage camions/engins (sans additif) et eaux de toiture
Superficie drainée	Dalles béton 1 et 3 + parking client + voie d'accès : 22 750 m ²
Débit maximal journalier (m ³ /j)	/
Débit maximum horaire(m ³ /h)	0,7 l/s/ha, soit 2,52 m ³ /h/ha * 2,275 ha = 5,73 m ³ /h
Traitement avant rejet (sauf eaux de toiture)	1 débourbeur déshuileur (STEP 2) : Parking client

Exutoire du rejet Milieu naturel récepteur ou Station de traitement collective Conditions de raccordement	Deux débourbeurs déshuileurs (DS1 et DS2) : Dalle béton 1 comprenant une aire de lavage Une cuve de rétention de 120 m ³ et un décanteur lamellaire avec filtre coalesceur (STEP1) : Dalle béton n°3 + eaux en sortie de DS1 et DS2 Toutes ces eaux (y compris eaux de toiture) convergent vers le bassin étanche n°1 d'au moins 1 000 m ³ Fossé non étanche en bordure Ouest de propriété Étang puis La Morée /
---	---

Point de rejet vers le milieu récepteur codifié par le présent arrêté	N°2 : exutoire du bassin de rétention n°2 Sud-Ouest
Coordonnées (RGF93) Nature des effluents Superficie drainée Débit maximal journalier (m ³ /j) Débit maximum horaire(m ³ /h)	X= 660 570 ; Y=6 873 770 Eaux pluviales de ruissellement dont celle issues du broyeur Dalles béton 2 et 4 : 27 400 m ² / 0,7 l/s/ha, soit 2,52 m ³ /h/ha * 2,74 ha = 6,9 m ³ /h 1 débourbeur déshuileur (STEP3) : dalle béton n° 2 Une cuve de rétention de 120 m ³ et un décanteur lamellaire avec filtre coalesceur (STEP4) : Dalle béton n°4
Traitement avant rejet	Toutes ces eaux convergent vers le bassin étanche n°2 d'au moins 2 650 m ³ Fossé non étanche en bordure Ouest de propriété Étang puis La Morée
Exutoire du rejet Milieu naturel récepteur ou Station de traitement collective Conditions de raccordement	/

Point de rejet vers le milieu récepteur codifié par le présent arrêté	N°3 : exutoire des bassins de rétention n°1 Sud et n°2 Sud
Coordonnées (RGF93) Nature des effluents Superficie drainée Débit maximal journalier (m ³ /j) Débit maximum horaire(m ³ /h)	X= 660 540 ; Y=6 873 730 Eaux pluviales de ruissellement 30 600 m ² / 0,7 l/s/ha, soit 2,52 m ³ /h/ha * 3,06 ha = 7,7 m ³ /h
Traitement avant rejet	Deux décanteurs lamellaires avec filtres coalesceurs séparateur d'hydrocarbures classe 1 de taille nominale 20 l/s (STEP5) (eaux épurées du premier bassin de rétention n° 1 sud)
Exutoire du rejet Milieu naturel récepteur ou Station de traitement collective Conditions de raccordement	Fossé non étanche en bordure Ouest de propriété Étang puis La Morée /

Dans un délai de 6 mois à compter de la date de notification du présent arrêté, les deux bassins de la zone Sud sont étanchéifiés.

Les eaux domestiques sont collectées dans une fosse de 5 m³ vidangée en tant que de besoin. Aucune eau sanitaire n'est rejetée dans le milieu naturel. Si le réseau public d'assainissement venait à être étendu, le site pourra y être raccordé pour les seules eaux usées sanitaires et sous réserve d'obtenir l'autorisation du gestionnaire du réseau.

4.3.6 Conception, aménagement et équipement des ouvrages de rejet

4.3.6.1 Conception

Les dispositifs de rejet des effluents liquides sont aménagés de manière à :

- réduire autant que possible la perturbation apportée au milieu récepteur, aux abords du point de rejet, en fonction de l'utilisation de l'eau à proximité immédiate et à l'aval de celui-ci,
- ne pas gêner la navigation (le cas échéant).

Ils doivent, en outre, permettre une bonne diffusion des effluents dans le milieu récepteur.

En cas d'occupation du domaine public, une convention sera passée avec le service de l'Etat compétent.

4.3.6.2 Aménagement des points de prélèvements

Sur chaque ouvrage de rejet d'effluents liquides est prévu un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure (débit, température, concentration en polluant, ...).

Ces points sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes les dispositions doivent également être prises pour faciliter les interventions d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.

Les agents des services publics, notamment ceux chargés de la Police des eaux, doivent avoir libre accès aux dispositifs de prélèvement qui équipent les ouvrages de rejet vers le milieu récepteur.

4.3.6.3 Section de mesure

Ces points sont implantés dans une section dont les caractéristiques (rectitude de la conduite à l'amont, qualité des parois, régime d'écoulement) permettent de réaliser des mesures représentatives de manière à ce que la vitesse n'y soit pas sensiblement ralentie par des seuils ou obstacles situés à l'aval et que l'effluent soit suffisamment homogène.

4.4 CARACTÉRISTIQUES GÉNÉRALES DE L'ENSEMBLE DES REJETS

Les effluents rejetés doivent être exempts ;

- de matières flottantes,
- de produits susceptibles de dégager, en égout ou dans le milieu naturel, directement ou indirectement, des gaz ou vapeurs toxiques, inflammables ou odorantes,
- de tout produit susceptible de nuire à la conservation des ouvrages, ainsi que des matières déposables ou précipitables qui, directement ou indirectement, sont susceptibles d'entraver le bon fonctionnement des ouvrages.

Les effluents doivent également respecter les caractéristiques suivantes :

Température : <30°C

- pH : compris entre 5,5 et 8,5 ;
- Couleur : modification de la coloration du milieu récepteur mesurée en un point représentatif de la zone de mélange inférieure à 100 mg Pt/l. Après établissement d'une corrélation avec la méthode utilisant des solutions témoins de platine-cobalt, la modification de couleur, peut en tant que de besoin, également être déterminée à partir des densités optiques mesurées à trois longueurs d'ondes au moins, réparties sur l'ensemble du spectre visible et correspondant à des zones d'absorption maximale.

4.4.1 Dispositions générales

Pour les effluents aqueux et sauf dispositions contraires, les valeurs limites s'imposent à des prélèvements, mesures ou analyses moyens réalisés sur 24 heures.

Dans le cas de prélèvements instantanés, aucun résultat de mesure ne dépasse le double de la valeur limite prescrite.

Les réseaux de collecte sont conçus pour évacuer séparément chacune des diverses catégories d'eaux polluées issues des activités ou sortant des ouvrages d'épuration interne vers les traitements appropriés avant d'être évacuées vers le milieu récepteur autorisé à les recevoir.

4.4.2 Valeurs limites d'émission et surveillance

Les rejets d'eaux respectent les valeurs limites de concentration suivantes :

Paramètre	Code SANDRE	Valeur limites (en mg/l)	
		Rejet n°1 (Cf. repérage du rejet au paragraphe 4.3.5)	Rejet n°2 (Cf. repérage du rejet au paragraphe 4.3.5)
Débit maximum horaire(m ³ /h)	1946	5,73	6,9 (en fonction du 4.3.5)
Matières en suspension (MES)	1305	60	
Carbone organique total (COT)	1841	60	
Hydrocarbures totaux (HCT)	7005	5	
Arsenic (As)	1369	0,05	
Cadmium (Cd)	1388	0,05	
Chrome (Cr)	1389	0,15	
Cuivre (Cu)	1392	0,5	
Mercure (Hg)	1387	5 µg/l	
Nickel (Ni)	1386	0,5	
Plomb (Pb)	1382	0,3	
Zinc (Zn)	1383	2	

La superficie des toitures, aires de stockage, voies de circulation, aires de stationnement et autres surfaces imperméabilisées est d'environ 50 000 m².

4.5 AUTOSURVEILLANCE DES REJETS ET PRÉLÈVEMENTS

4.5.1 Relevé des prélèvements d'eau

Les installations de prélèvement d'eaux de toutes origines, comme définies à l'article 4.1.1.1, sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Toutefois, le comptage du volume d'eau prélevé sur les 2 forages du site pour des besoins autres que la protection contre un incendie peut se faire en comptabilisant le nombre de remplissage du bac de décantation de 16 m³ du système de traitement de l'air du broyeur.

Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé consultable par l'inspection.

4.5.2 .Fréquences, et modalités de l'auto surveillance de la qualité des rejets aqueux

Les dispositions minimums suivantes sont mises en œuvre :

Paramètres	Code SANDRE	Type de suivi	Périodicité de la mesure (*)	Fréquence de transmission
Débit horaire	1946	Les valeurs moyennes sont établies sur la durée des rejets, à partir d'échantillons moyens proportionnels au débit, ou, pour autant que l'effluent soit bien mélangé et homogène, à partir d'un échantillon ponctuel, prélevé avant le rejet.	Mensuelle (par temps de pluie)	Dans le mois suivant la réception des résultats (saisie sur GIDAF, sauf impossibilité technique)
Ph	1302			
Température	1301			
Matières en suspension (MES)	1305			
Carbone organique total (COT)	1841			
Hydrocarbures totaux (HCT)	7005			
Arsenic (As)	1369			
Cadmium (Cd)	1388			
Chrome (Cr)	1389			
Cuivre (Cu)	1392			
Mercure (Hg)	1387			
Nickel (Ni)	1386			
Plomb (Pb)	1382			
Zinc (Zn)	1383			

(*) : En cas de rejets discontinus à une fréquence inférieure à la fréquence minimale de surveillance, la surveillance est effectuée une fois par rejet.

Par défaut, les méthodes d'analyse sont celles définies par l'arrêté du 7 juillet 2009 relatif aux modalités d'analyse dans l'air et dans l'eau dans les ICPE et aux normes de référence.

Les mesures comparatives mentionnées à l'article 2.6.2 sont réalisées une fois par an sur l'ensemble des points de rejets (n°1 et n°2) et pour l'ensemble des paramètres visés dans le tableau ci-dessus.

4.6 SURVEILLANCE DES IMPACTS SUR LES MILIEUX AQUATIQUES ET LES SOLS

4.6.1 Définition du programme de surveillance

L'exploitant propose au préfet, dans un délai de **6 mois** à compter de la parution du présent arrêté, un **programme de surveillance des sols et des eaux souterraines** (localisation des points de prélèvement, la fréquence et le type des analyses), établi conformément à la prestation « Conception de programmes d'investigation ou de surveillance » (CPIS) de la norme NF X 31-620 partie 2.

Ce programme est mis en place dans les délais définis aux articles 4.6.4 et 4.6.5 après accord de l'inspection des installations classées.

La création d'ouvrages de surveillance des eaux souterraines respecte les prescriptions définies dans l'article 4.6 du présent arrêté.

4.6.2 Effets sur les eaux souterraines

L'exploitant réalise une surveillance des eaux souterraines selon les modalités définies dans les articles ci-après.

4.6.3 Implantation des ouvrages de contrôle des eaux souterraines

Lors de la réalisation d'un ouvrage de contrôle des eaux souterraines, toutes dispositions sont prises pour éviter de mettre en communication des nappes d'eau distinctes, et pour prévenir toute introduction de pollution de surface, notamment par un aménagement approprié vis-à-vis des installations de stockage ou d'utilisation de substances dangereuses. Pour cela, la réalisation, l'entretien et la cessation d'utilisation des forages se font conformément à la norme en vigueur (NF X 10-999 ou équivalente).

L'exploitant surveille et entretient par la suite les forages, de manière à garantir l'efficacité de l'ouvrage, ainsi que la protection de la ressource en eau vis à vis de tout risque d'introduction de pollution par l'intermédiaire des ouvrages. Tout déplacement de forage est porté à la connaissance de l'inspection des installations classées.

En cas de cessation d'utilisation d'un forage, l'exploitant informe le Préfet et prend les mesures appropriées pour l'obturation ou le comblement de cet ouvrage afin d'éviter la pollution des nappes d'eaux souterraines.

L'exploitant fait inscrire le (ou les) nouvel(eaux) ouvrage(s) de surveillance à la Banque du Sous-Sol, auprès du Service Géologique Régional du BRGM. Il recevra en retour les codes BSS des ouvrages, identifiants uniques de ceux-ci.

Les têtes de chaque ouvrage de surveillance sont nivelées en m NGF de manière à pouvoir tracer la carte piézométrique des eaux souterraines du site à chaque campagne. Les localisations de prise de mesures pour les nivellements sont clairement signalisées sur l'ouvrage. Les coupes techniques des ouvrages et le profil géologique associé sont conservés.

4.6.4 Modalité de la surveillance des eaux souterraines

En lien avec le programme de surveillance imposé à l'article 4.6.1, la **fréquence de surveillance des eaux souterraines** est au moins **quinquennale** avec deux campagnes de surveillance sur l'année considérée (période de hautes et basses eaux). Le réseau de puits de contrôle (forages existants...) est constitué d'au moins 3 puits dont un en aval hydraulique du site et deux en amont. Les paramètres recherchés sont au moins les suivants :

- pH ;
- relevé de niveau statique ;
- Conductivité ;
- Hydrocarbures ;
- HAP ;
- Métaux : Arsenic (As), cadmium (Cd), chrome (Cr), cuivre (Cu), nickel (Ni), plomb (Pb), zinc (Zn) et mercure (Hg).

Le sens d'écoulement de la nappe doit être justifié. Les résultats obtenus doivent être commentés et comparés à ceux des campagnes précédentes.

4.6.5 Effets sur les sols

La surveillance des sols est effectuée sur les points référencés par le programme de surveillance imposé à l'article 4.6.1 qui peuvent être en lien avec le rapport de base du dossier de demande d'autorisation ou, en cas d'impossibilité technique, dans des points dont la représentativité est équivalente.

Les prélèvements et analyses sont réalisés **tous les 10 ans** et portent a minima sur les paramètres suivants :

- Hydrocarbures totaux ;
- COHV ;
- HAP ;
- Métaux : Arsenic (As), cadmium (Cd), chrome (Cr), cuivre (Cu), nickel (Ni), plomb (Pb), zinc (Zn) et mercure (Hg).

5 - DÉCHETS PRODUITS

Les dispositions applicables aux déchets reçus et traités sur le site relèvent du titre 9. Les dispositions applicables aux déchets produits par le site relèvent du présent Titre.

5.1 PRINCIPES DE GESTION

5.1.1 Limitation de la production de déchets

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement, et l'exploitation de ses installations pour respecter les principes définis par l'article L. 541-1 du code de l'environnement :

1° En priorité, de prévenir et de réduire la production et la nocivité des déchets, notamment en agissant sur la conception, la fabrication et la distribution des substances et produits et en favorisant le réemploi, ainsi que de diminuer les incidences globales de l'utilisation des ressources et d'améliorer l'efficacité de leur utilisation

2° De mettre en œuvre une hiérarchie des modes de traitement des déchets consistant à privilégier, dans l'ordre :

- a) La préparation en vue de la réutilisation ;
- b) Le recyclage ;
- c) Toute autre valorisation, notamment la valorisation énergétique ;
- d) L'élimination.

D'assurer que la gestion des déchets se fait sans mettre en danger la santé humaine et sans nuire à l'environnement, notamment sans créer de risque pour l'eau, l'air, le sol, la faune ou la flore, sans provoquer de nuisances sonores ou olfactives et sans porter atteinte aux paysages et aux sites présentant un intérêt particulier ;

D'organiser le transport des déchets et de le limiter en distance et en volume selon un principe de proximité ;

De contribuer à la transition vers une économie circulaire ;

D'économiser les ressources épuisables et d'améliorer l'efficacité de l'utilisation des ressources.

5.1.2 Séparation des déchets

L'exploitant effectue à l'intérieur de son établissement la séparation des déchets (dangereux ou non) de façon à assurer leur orientation dans les filières autorisées adaptées à leur nature et à leur dangerosité.

Les déchets doivent être classés selon la liste unique de déchets prévue à l'article R. 541-7 du code de l'environnement. Les déchets dangereux sont définis par l'article R. 541-8 du code de l'environnement

Les huiles usagées sont gérées conformément aux articles R. 543-3 à R. 543-15 du code de l'environnement. Elles doivent être remises à des opérateurs agréés (ramasseurs ou exploitants d'installations de traitement). Dans l'attente de leur ramassage, elles sont stockées dans des réservoirs étanches et dans des conditions de séparation satisfaisantes, évitant notamment les mélanges avec de l'eau ou tout autre déchet non huileux ou contaminé par des PCB.

Les déchets d'emballage visés par les articles R 543-66 à R 543-72 du code de l'environnement sont valorisés par réemploi, recyclage ou toute autre action visant à obtenir des déchets valorisables ou de l'énergie.

Les piles et accumulateurs usagés doivent être éliminés conformément aux dispositions des articles R 543-128-1 à R543-131 du code de l'environnement relatives à l'élimination des piles et accumulateurs usagés.

Les pneumatiques usagés sont gérés conformément aux dispositions des articles R. 543-137 à R. 543-151 du code de l'environnement ; ils sont remis à des opérateurs agréés (collecteurs ou exploitants d'installations de traitement).

Les déchets d'équipements électriques et électroniques mentionnés et définis aux articles R.543-171-1 et R 543-171-2 sont enlevés et traités selon les dispositions prévues par les articles R 543-195 à R 543-200 du code de l'environnement.

Les transformateurs contenant des PCB sont éliminés, ou décontaminés, par des entreprises agréées, conformément aux articles R 543-17 à R 543-41 du code de l'environnement.

Les biodéchets produits font l'objet d'un tri à la source et d'une valorisation organique, conformément aux articles R541-225 à R541-227 du code de l'environnement.

5.1.3 Conception et exploitation des installations d'entreposage internes des déchets

Les quantités maximales entreposées sur site doivent être en cohérence avec les quantités indiquées à l'article 1.5.2.

Les déchets produits, entreposés dans l'établissement, avant leur orientation dans une filière adaptée, le sont dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par des eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.

En particulier, les aires d'entreposage de déchets susceptibles de contenir des produits polluants sont réalisées sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des éventuels liquides épandus et des eaux météoriques souillées.

En tout état de cause, la durée du stockage temporaire des déchets destinés à être éliminés ne dépasse pas un an, et celle des déchets destinés à être valorisés ne dépasse pas trois ans.

5.1.4 Déchets gérés à l'extérieur de l'établissement

L'exploitant oriente les déchets produits dans des filières propres à garantir les intérêts visés à l'article L. 511-1 et L. 541-1 du code de l'environnement.

Il s'assure que la personne à qui il remet les déchets est autorisée à les prendre en charge et que les installations destinataires (installations de traitement ou intermédiaires) des déchets sont régulièrement autorisées ou déclarées à cet effet.

Il fait en sorte de limiter le transport des déchets en distance et en volume.

5.1.5 Déchets traités à l'intérieur de l'établissement

A l'exception des installations spécifiquement autorisées (cf. titre 1.2.1), tout traitement de déchets dans l'enceinte de l'établissement est interdit.

Le mélange de déchets dangereux de catégories différentes, le mélange de déchets dangereux avec des déchets non dangereux et le mélange de déchets dangereux avec des substances, matières ou produits qui ne sont pas des déchets sont interdits.

5.1.6 Transport

L'exploitant tient un registre chronologique où sont consignés tous les déchets sortants. Le contenu minimal des informations du registre est fixé en référence à l'arrêté du 29 février 2012 fixant le contenu des registres mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-46 du code de l'environnement.

Chaque lot de déchets dangereux expédié vers l'extérieur est accompagné du bordereau de suivi défini à l'article R. 541-45 du code de l'environnement. Les bordereaux et justificatifs correspondants sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site durant 5 années au minimum.

Les opérations de transport de déchets (dangereux ou non) respectent les dispositions des articles R. 541-49 à R. 541-63 et R. 541-79 du code de l'environnement relatives à la collecte, au transport, au négoce et au courtage de déchets. La liste mise à jour des transporteurs utilisés par l'exploitant, est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées.

L'importation ou l'exportation de déchets (dangereux ou non) est réalisée en conformité avec le règlement (CE) n° 1013/2006 du Parlement européen et du Conseil du 14 juin 2006 concernant les transferts de déchets.

L'ensemble des documents démontrant l'accomplissement des formalités du présent article est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

5.1.7 Autosurveillance des déchets

5.1.7.1 Autosurveillance des déchets

Conformément aux dispositions des articles R 541-42 à R 541-48 du code de l'environnement relatifs au contrôle des circuits de traitement des déchets, l'exploitant tient à jour un registre chronologique de la production et de l'expédition des déchets dangereux établi conformément aux dispositions nationales et contenant au moins, pour chaque flux de déchets sortants, les informations suivantes :

- la date de l'expédition du déchet ;
- la nature du déchet sortant (code du déchet au regard de la nomenclature définie à l'article R. 541-8 du code de l'environnement) ;
- la quantité du déchet sortant ;
- le nom et l'adresse de l'installation vers laquelle le déchet est expédié ;
- le nom et l'adresse du ou des transporteurs qui prennent en charge le déchet, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ;
- le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets ;
- le cas échéant, le numéro de notification prévu par le règlement (CE) n° 1013/2006 du Parlement européen et du Conseil du 14 juin 2006 concernant les transferts transfrontaliers de déchets ;
- le code du traitement qui va être opéré dans l'installation vers laquelle le déchet est expédié, selon les annexes I et II de la directive n° 2008/98/CE du Parlement européen et du Conseil du 19 novembre 2008 relative aux déchets et abrogeant certaines directives;
- la qualification du traitement final vis-à-vis de la hiérarchie des modes de traitement définie à l'article L. 541-1 du code de l'environnement.

Le registre peut être contenu dans un document papier ou informatique. Il est conservé pendant au moins trois ans et tenu à la disposition des autorités compétentes.

6 - SUBSTANCES ET PRODUITS CHIMIQUES

6.1 DISPOSITIONS GÉNÉRALES

6.1.1 Identification des produits

L'inventaire et l'état des stocks des substances et mélanges susceptibles d'être présents dans l'établissement (nature, état physique, quantité, emplacement) est tenu à jour et à disposition de l'inspection des installations classées.

L'exploitant veille notamment à disposer sur le site, et à tenir à disposition de l'inspection des installations classées, l'ensemble des documents nécessaires à l'identification des substances, mélanges et des produits, et en particulier :

- les fiches de données de sécurité (FDS) à jour pour les substances chimiques et mélanges chimiques concernés présents sur le site ; et le cas échéant, le ou les scénarios d'expositions de la FDS-étendue correspondant à l'utilisation de la substance sur le site.

6.1.2 Étiquetage des substances et mélanges dangereux

Les fûts, réservoirs et autre emballages portent en caractères très lisibles le nom des substances et mélanges, et s'il y a lieu, les éléments d'étiquetage conformément au règlement n°1272/2008 dit CLP ou le cas échéant par la réglementation sectorielle applicable aux produits considérés.

Les tuyauteries apparentes contenant ou transportant des substances ou mélanges dangereux devront également être munis du pictogramme défini par le règlement susvisé.

6.2 SUBSTANCE ET PRODUITS DANGEREUX POUR L'HOMME ET L'ENVIRONNEMENT

6.2.1 Substances interdites ou restreintes

L'exploitant s'assure que les substances et produits présent sur le site ne sont pas interdits au titre des réglementations européennes, et notamment:

- qu'il n'utilise pas, ni ne fabrique, de produits biocides contenant des substances actives ayant fait l'objet d'une décision de non-approbation au titre de la directive 98/8 et du règlement 528/2012,
- qu'il respecte les interdictions du règlement n°850/2004 sur les polluants organiques persistants,
- qu'il respecte les restrictions inscrites à l'annexe XVII du règlement n°1907/2006,
- qu'il n'utilise pas sans autorisation les substances telles quelles ou contenues dans un mélange listées à l'annexe XIV du règlement n° 1907/2006 lorsque la sunset date est dépassée.
-

S'il estime que ses usages sont couverts par d'éventuelles dérogations à ces limitations, l'exploitant tient l'analyse correspondante à la disposition de l'inspection.

6.2.2 Substances extrêmement préoccupantes

L'exploitant établit et met à jour régulièrement, et en tout état de cause au moins une fois par an, la liste des substances qu'il fabrique, importe ou utilise et qui figurent à la liste des substances candidates à l'autorisation telle qu'établie par l'Agence européenne des produits chimiques en vertu de l'article 59 du règlement n° 1907/2006. L'exploitant tient cette liste à la disposition de l'inspection des installations classées.

6.2.3 Substances soumises à autorisation

Si la liste établie en application de l'article précédent contient des substances inscrites à l'annexe XIV du règlement 1907/2006, l'exploitant en informe l'inspection des installations classées sous un délai de 3 mois après la mise à jour de ladite liste.

L'exploitant précise alors, pour ces substances, la manière dont il entend assurer sa conformité avec le règlement 1907/2006, par exemple s'il prévoit de substituer la substance considérée, s'il estime que son utilisation est exemptée de cette procédure ou s'il prévoit d'être couvert par une demande d'autorisation soumise à l'Agence européenne des produits chimiques.

S'il bénéficie d'une autorisation délivrée au titre des articles 60 et 61 du règlement n°1907/2006, l'exploitant tient à disposition de l'inspection une copie de cette décision et notamment des mesures de gestion qu'elle prévoit. Le cas échéant, il tiendra également à la disposition de l'inspection tous justificatifs démontrant la couverture de ses fournisseurs par cette autorisation ainsi que les éléments attestant de sa notification auprès de l'agence européenne des produits chimiques.

Dans tous les cas, l'exploitant tient à la disposition de l'inspection les mesures de gestion qu'il a adoptées pour la protection de la santé humaine et de l'environnement et, le cas échéant, le suivi des rejets dans l'environnement de ces substances.

6.2.4 Produits biocides - Substances candidates à substitution

L'exploitant recense les produits biocides utilisés pour les besoins des procédés industriels et dont les substances actives ont été identifiées, en raison de leurs propriétés de danger, comme « candidates à la substitution », au sens du règlement n°528/2012. Ce recensement est mis à jour régulièrement, et en tout état de cause au moins une fois par an.

Pour les substances et produits identifiés, l'exploitant tient à la disposition de l'inspection son analyse sur les possibilités de substitution de ces substances et les mesures de gestion qu'il a adoptées pour la protection de la santé humaine et de l'environnement et le suivi des rejets dans l'environnement de ces substances.

6.2.5 Substances à impacts sur la couche d'ozone (et le climat)

L'exploitant informe l'inspection des installations classées s'il dispose d'équipements de réfrigération, climatisations et pompes à chaleur contenant des chlorofluorocarbures et hydrochlorofluorocarbures, tels que définis par le règlement n°1005/2009.

S'il dispose d'équipements de réfrigération, de climatisations et de pompes à chaleur contenant des gaz à effet de serre fluorés, tels que définis par le règlement n°517/2014, et dont le potentiel de réchauffement planétaire est supérieur ou égal à 2 500, l'exploitant en tient la liste à la disposition de l'inspection.

7 PRÉVENTION DES NUISANCES SONORES, DES VIBRATIONS ET DES EMISSIONS LUMINEUSES

7.1 DISPOSITIONS GÉNÉRALES

7.1.1 Aménagements

L'installation est construite, équipée et exploitée de façon que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits transmis par voie aérienne ou solide, de vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une nuisance pour celle-ci.

Les prescriptions de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 modifié relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations relevant du livre V titre I du Code de l'Environnement, ainsi que les règles techniques annexées à la circulaire du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées sont applicables.

Le broyeur de ferrailles est équipé de murs anti-bruit conformément au plan du site défini à l'article 1.2.2.

Une mesure des émissions sonores est effectuée aux frais de l'exploitant par un organisme qualifié, notamment à la demande du préfet, si l'installation fait l'objet de plaintes ou en cas de modification de l'installation susceptible d'impacter le niveau de bruit généré dans les zones à émergence réglementée.

7.1.2 Véhicules et engins

Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés à l'intérieur de l'établissement, et susceptibles de constituer une gêne pour le voisinage, sont conformes aux dispositions des articles R. 571-1 à R. 571-24 du code de l'environnement, à l'exception des matériels destinés à être utilisés à l'extérieur des bâtiments visés par l'arrêté du 18 mars 2002 modifié, mis sur le marché après le 4 mai 2002, soumis aux dispositions dudit arrêté.

7.1.3 Appareils de communication

L'usage de tout appareil de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs ...) gênant pour le voisinage est interdit sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

7.2 NIVEAUX ACOUSTIQUES

7.2.1 Valeurs Limites d'émergence

Les émissions sonores dues aux activités des installations ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-après, dans les zones à émergence réglementée(*).

Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement)	Émergence admissible pour la période allant de 7h à 22h, sauf dimanches et jours fériés	Émergence admissible pour la période allant de 22h à 7h, ainsi que les dimanches et jours fériés
Supérieur à 35 dB(A) et inférieur ou égal à 45 dB(A)	6dB(A)	4dB(A)
Supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)

7.2.2 Niveaux limites de bruit en limites d'Exploitation

Les niveaux limites de bruit ne doivent pas dépasser en limite de propriété de l'établissement les valeurs suivantes pour les différentes périodes de la journée :

PERIODES	PERIODE DE JOUR Allant de 7h à 22h, (sauf dimanches et jours fériés)	PERIODE DE NUIT Allant de 22h à 7h, (ainsi que dimanches et jours fériés)
Niveau sonore limite admissible	70 dB(A)	60 dB(A)

7.2.3 Mesures périodiques des niveaux sonores

Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence est effectuée **un an au maximum après la mise en service** de l'installation puis **tous les 3 ans**. Les mesures sont effectuées selon la méthode définie en annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997. Ces mesures sont effectuées par un organisme qualifié dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation sur une durée d'une demi-heure au moins.

Une mesure des émissions sonores est effectuée aux frais de l'exploitant par un organisme qualifié, notamment à la demande du préfet, si l'installation fait l'objet de plaintes ou en cas de modification de l'installation susceptible d'impacter le niveau de bruit généré dans les zones à émergence réglementée.

Les résultats des mesures réalisées sont transmis au préfet dans le mois qui suit leur réception avec les commentaires et propositions éventuelles d'amélioration.

7.3 VIBRATIONS

7.3.1 Vibrations

En cas d'émissions de vibrations mécaniques gênantes pour le voisinage ainsi que pour la sécurité des biens ou des personnes, les points de contrôle, les valeurs des niveaux limites admissibles ainsi que la mesure des niveaux vibratoires émis seront déterminés suivant les spécifications des règles techniques annexées à la circulaire ministérielle n° 23 du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées.

7.4 ÉMISSIONS LUMINEUSES

La cheminée du broyeur est munie d'un balisage lumineux.

8 - PRÉVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES

8.1 PRINCIPES DIRECTEURS

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour prévenir les incidents et accidents susceptibles de concerner les installations et pour en limiter les conséquences. Il organise sous sa responsabilité les mesures appropriées, pour obtenir et maintenir cette prévention des risques, dans les conditions normales d'exploitation, les situations transitoires et dégradées, depuis la construction jusqu'à la remise en état du site après l'exploitation. Il met en place le dispositif nécessaire pour en obtenir l'application et le maintien ainsi que pour détecter et corriger les écarts éventuels.

8.2 GÉNÉRALITÉS

8.2.1 Localisation des risques

L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie, d'émanations toxiques ou d'explosion de par la présence de substances ou mélanges dangereux stockés ou utilisés ou d'atmosphères nocives ou explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou semi-permanente dans le cadre du fonctionnement normal des installations, soit de manière épisodique avec une faible fréquence et de courte durée.

Ces zones sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan systématiquement tenu à jour.

La nature exacte du risque (atmosphère potentiellement explosible, etc.) et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones et en tant que de besoin rappelées à l'intérieur de celles-ci. Ces consignes doivent être incluses dans les plans de secours s'ils existent.

8.2.2 Localisation des stocks de substances et mélanges dangereux

L'inventaire et l'état des stocks des substances et mélanges dangereux décrit précédemment à l'article 6.1.1 seront tenus à jour dans un registre, auquel est annexé un plan général des stockages. Ce registre est tenu à la disposition des services d'incendie et de secours.

8.2.3 Propreté de l'installation

Les locaux sont maintenus propres et régulièrement nettoyés notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières. Le matériel de nettoyage est adapté aux risques présentés par les produits et poussières.

8.2.4 Contrôle des accès

L'exploitant prend les dispositions nécessaires au contrôle des accès, ainsi qu'à la connaissance permanente des personnes présentes dans l'établissement.

Un gardiennage est assuré en permanence. L'exploitant établit une consigne sur la nature et la fréquence des contrôles à effectuer.

Le responsable de l'établissement prend toutes dispositions pour que lui-même ou une personne déléguée techniquement compétente en matière de sécurité puisse être alerté et intervenir rapidement sur les lieux en cas de besoin y compris durant les périodes de gardiennage.

L'ensemble des installations est efficacement clôturé sur la totalité de sa périphérie sur une hauteur minimale de 2 mètres.

8.2.5 Circulation dans l'établissement

L'exploitant fixe les règles de circulation applicables à l'intérieur de l'établissement. Elles sont portées à la connaissance des intéressés par une signalisation adaptée et une information appropriée.

Les voies de circulation et d'accès sont notamment délimitées, maintenues en constant état de propreté et dégagées de tout objet susceptible de gêner le passage. Ces voies sont aménagées pour que les engins des services d'incendie puissent évoluer sans difficulté.

8.2.6 Étude de dangers

L'exploitant met en place et entretient l'ensemble des équipements mentionnés dans l'étude de dangers. L'exploitant met en œuvre l'ensemble des mesures d'organisation et de formation ainsi que les procédures mentionnées dans l'étude de dangers.

8.2.7 Plans disponibles pour les services de secours

Le plan des zones à risques est tenu à jour et toujours disponible pour les services d'incendie et de secours. Il est complété par :

- les différents organes de sectionnement des réseaux d'assainissement concourant à la rétention des eaux d'extinction d'un incendie ;
- le bassin de réserve d'eaux incendie ;
- les aires de stationnement des engins pompes et de mise en station des moyens élévateurs aériens ;
- les différents dispositifs de lutte contre l'incendie (RIA...) ;
- les organes de coupure des installations électrique du site ;
- toutes informations complémentaires demandées par les services d'incendie et de secours.

8.3 DISPOSITIONS CONSTRUCTIVES

8.3.1 Comportement au feu

Les bâtiments et locaux sont conçus et aménagés de façon à pouvoir détecter rapidement un départ d'incendie et s'opposer à la propagation d'un incendie.

Les bâtiments ou locaux susceptibles d'être l'objet d'une explosion sont suffisamment éloignés des autres bâtiments et unités de l'installation, ou protégés en conséquence. **L'installation de dépoussiérage est munie d'une surface anti-déflagrante, d'un dôme d'explosion, de ventilateurs anti-déflagrants et d'un système anti-étincelle.** Avant broyage, une vérification visuelle de l'absence de déchets suspects (bouteille de gaz non vide...) est réalisée par le grutier ou une autre personne qui est formée en conséquence.

A l'intérieur des ateliers, les allées de circulation sont aménagées et maintenues constamment dégagées pour faciliter la circulation et l'évacuation du personnel ainsi que l'intervention des secours en cas de sinistre.

8.3.1.1 Comportement au feu des locaux

8.3.1.1.1 Réaction au feu

Les sols des aires et locaux de stockage ou de manipulation de déchets doivent être incombustibles (classe A1).

Les bandes transporteuses du broyeur sont incombustibles (classe A1).

8.3.1.1.2 Résistance au feu

Les parois des deux casiers de stockage des résidus de broyages légers et des box de stockage de déchets (hors inertes) sont REI 120 (coupe-feu de degré 2 heures).

Les justificatifs attestant des propriétés de résistance au feu sont conservés et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

8.3.1.1.3 Toitures et couvertures de toiture

Les toitures et couvertures de toiture répondent à la classe B_{ROOF} (t3), pour un temps de passage du feu au travers de la toiture supérieure à trente minutes (classe T 30) et pour une durée de la propagation du feu à la surface de la toiture supérieure à trente minutes (indice 1).

8.3.2 Espaces entre les différents îlots de stockage et avec les bâtiments

Les différents **îlots** de stockage de déchets repris sur le plan annexé au présent arrêté sont suffisamment espacés pour éviter la propagation d'un incendie de l'un à l'autre. La distance de séparation doit pouvoir être justifiée par l'exploitant sans être inférieure à **5 m pour les VHU ou autres déchets combustibles** et **6 m pour les pneumatiques**. Cette distance concerne également l'espace entre les îlots et les bâtiments du site.

Par dérogation à l'alinéa qui précède, tout stockage de matières combustibles doit être situé à plus de **6 m** du bâtiment regroupant les activités de stockage de pièces et de réparation.

8.3.3 Intervention des services de secours

8.3.3.1 Accessibilité

L'installation dispose en permanence d'un accès au moins pour permettre à tout moment l'intervention des services d'incendie et de secours.

Au sens du présent arrêté, on entend par « accès à l'installation » une ouverture reliant la voie de desserte ou publique et l'intérieur du site suffisamment dimensionnée pour permettre l'entrée des engins de secours et leur mise en œuvre.

Les véhicules dont la présence est liée à l'exploitation de l'installation stationnent sans occasionner de gêne pour l'accessibilité des engins des services de secours depuis les voies de circulation externes à l'installation, même en dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'installation.

8.3.3.2 Accessibilité des engins à proximité de l'installation

Une voie « engins » au moins est maintenue dégagée pour la circulation sur le périmètre de l'installation et est positionnée de façon à ne pouvoir être obstruée par l'effondrement de tout ou partie de cette installation.

La **voie « engins »** est maintenue dégagée en permanence pour :

- la circulation sur la périphérie complète du bâtiment ;
- l'accès au bâtiment ;
- l'accès aux aires de mise en station des moyens élévateurs aériens ;
- l'accès aux aires de stationnement des engins pompes.

Ces aires doivent être situées en dehors d'une zone correspondant aux effets irréversibles en cas d'incendie (seuil des effets thermiques de 3 kW/m²).

Une partie de la voie « engins » forme un cercle desservant l'installation de broyage, le parc n°2 (VHU à dépolluer), les stockages de déchets de pneus et de pneumatiques revendables, la presse cisaille, les bâtiments/infrastructures liée à la dépollution, le parc n°1 de VHU à dépolluer et enfin les zones de stockage de batteries, et de déchets non dangereux divers. Le centre du cercle est constitué par le bâtiment « magasin » et la zone de démontage de VHU accessible au public. De la sorte, chacune de ces zones ou bâtiment est accessible de deux cotés différents.

Les caractéristiques d'une voie « engins » sont les suivantes :

- la largeur utile est au minimum de **5 mètres**, la hauteur libre au minimum de 4,5 mètres et la pente inférieure à 15 % ;
- dans les virages de rayon intérieur inférieur à 50 mètres, un rayon intérieur R minimal de 13 mètres est maintenu et une sur-largeur de $S = 15/R$ mètres est ajoutée ;
- la voie résiste à la force portante calculée pour un véhicule de 320 kN avec un maximum de 130 kN par essieu, ceux-ci étant distants de 3,6 mètres au minimum ;
- chaque point du périmètre du bâtiment est à une distance maximale de 60 mètres de cette voie ;
- elle est positionnée de façon à ne pouvoir être obstruée par l'effondrement de tout ou partie de ce bâtiment ou occupée par les eaux d'extinction ;
- aucun obstacle n'est disposé entre la voie « engins » et les accès au bâtiment, les aires de mise en station des moyens élévateurs aériens et les aires de stationnement des engins pompes.

En cas d'incendie, les moyens de manutention du site (grues, pelleteuse...) doivent pouvoir être mobilisés. Ils doivent donc être accessibles via la voie « engins » décrite précédemment.

8.3.3.3 Déplacement des engins de secours à l'intérieur du site

Pour permettre le croisement des engins de secours, tout tronçon de voie « engins » de plus de 100 mètres linéaires dispose d'au moins deux aires dites de croisement, judicieusement positionnées, dont les caractéristiques sont :

- largeur utile minimale de 3 mètres en plus de la voie engin,
- longueur minimale de 10 mètres,
- présentant à minima les mêmes qualités de pente, de force portante et de hauteur libre que la voie « engins ».

8.3.4 Désenfumage

Les locaux à risque incendie sont équipés en partie haute de dispositifs d'évacuation naturelle de fumées et de chaleur (DENFC), permettant l'évacuation à l'air libre des fumées, gaz de combustion, chaleur et produits imbrûlés dégagés en cas d'incendie.

Les dispositifs d'évacuation naturelle à l'air libre peuvent être des dispositifs passifs (ouvertures permanentes) ou des dispositifs actifs. Dans ce dernier cas, ils sont composés d'exutoires à commandes automatique et manuelle.

Les dispositifs passifs ne sont toutefois pas autorisés dans le cas d'entreposage ou de manipulation de déchets susceptibles d'émettre des émissions odorantes lorsque leur entreposage en intérieur est possible.

La surface utile d'ouverture de l'ensemble des exutoires n'est pas inférieure à 2 % de la surface au sol du bâtiment.

Afin d'équilibrer le système de désenfumage et de le répartir de manière optimale, un DENFC de superficie utile comprise entre 1 et 6 m² est prévue pour 250 m² de superficie projetée de toiture.

En exploitation normale, le réarmement (fermeture) est possible depuis le sol du bâtiment ou depuis la zone de désenfumage. Ces commandes d'ouverture manuelle sont placées à proximité des accès.

L'action d'une commande de mise en sécurité ne peut pas être inversée par une autre commande.

Les dispositifs d'évacuation naturelle de fumées et de chaleur sont à adapter aux risques particuliers de l'installation.s.

8.4 DISPOSITIF DE PRÉVENTION DES ACCIDENTS

8.4.1 Matériels utilisables en atmosphères explosibles

Dans les zones où des atmosphères explosives peuvent se présenter, les appareils doivent être réduits au strict minimum.

Les appareils et systèmes de protection destinés à être utilisés dans les emplacements où des atmosphères explosives, doivent être sélectionnés conformément aux catégories prévues par la directive 2014/34/UE, sauf dispositions contraires prévues dans l'étude de dangers, sur la base d'une évaluation des risques correspondante.

Les masses métalliques contenant et/ou véhiculant des produits inflammables et explosibles susceptibles d'engendrer des charges électrostatiques sont mises à la terre et reliées par des liaisons équipotentielles.

Le plan des zones à risques d'explosion est porté à la connaissance de l'organisme chargé de la vérification des installations électriques.

8.4.2 Installations électriques

Les installations électriques doivent être conçues, réalisées et entretenues conformément aux normes en vigueur.

La mise à la terre est effectuée suivant les règles de l'art.

Le matériel électrique est entretenu en bon état et reste en permanence conforme en tout point à ses spécifications techniques d'origine.

Les conducteurs sont mis en place de manière à éviter tout court-circuit.

Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionnera très explicitement les déficiences relevées dans son rapport. L'exploitant conservera une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises.

8.4.3 Ventilation des locaux

Sans préjudice des dispositions du code du travail, les locaux sont convenablement ventilés pour prévenir la formation d'atmosphère explosive ou toxique. Le débouché à l'atmosphère de la ventilation est placé aussi loin que possible des immeubles habités ou occupés par des tiers et des bouches d'aspiration d'air extérieur, et à une hauteur suffisante compte tenu de la hauteur des bâtiments environnants afin de favoriser la dispersion des gaz rejetés et au minimum à 1 mètre au-dessus du faîtage.

La forme du conduit d'évacuation, notamment dans la partie la plus proche du débouché à l'atmosphère, est conçue de manière à favoriser au maximum l'ascension et la dispersion des polluants dans l'atmosphère (par exemple l'utilisation de chapeaux est interdite).

8.4.4 Systèmes de détection et extinction automatiques

Chaque local technique, armoire technique ou partie de l'installation recensée selon les dispositions de l'article 8.2.1 en raison des conséquences d'un sinistre susceptible de se produire dispose d'un dispositif de détection de fumée. L'exploitant dresse la liste de ces détecteurs avec leur fonctionnalité et détermine les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps.

L'exploitant est en mesure de démontrer la pertinence du dimensionnement retenu pour les dispositifs de détection et le cas échéant d'extinction. Il organise à fréquence semestrielle au minimum des vérifications de maintenance et des tests dont les comptes-rendus sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées.

Les systèmes d'extinction automatique d'incendie sont conçus, installés et entretenus régulièrement conformément aux référentiels reconnus.

8.4.5 Events et parois soufflables

Dans les parties de l'installation recensées selon les dispositions de l'article 8.2.1 en raison des risques d'explosion, l'exploitant met en place des événements / parois soufflables ou dispositif équivalent notamment au niveau de l'installation de dépoussiérage comme mentionné à l'article 8.3.1.

Ces événements / parois soufflables ou dispositif équivalent sont disposé(e)s de façon à ne pas produire de projection à hauteur d'homme en cas d'explosion.

8.4.6 Protection contre la foudre

Si nécessaire, les installations respectent les dispositions de la section III de l'arrêté du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation.

8.5 DISPOSITIF DE RÉTENTION DES POLLUTIONS ACCIDENTELLES

8.5.1 Organisation de l'établissement

Une consigne écrite doit préciser les vérifications à effectuer, en particulier pour s'assurer périodiquement de l'étanchéité des dispositifs de rétention, préalablement à toute remise en service après arrêt d'exploitation, et plus généralement aussi souvent que le justifieront les conditions d'exploitation.

Les vérifications, les opérations d'entretien et de vidange des rétentions doivent être notées sur un registre spécial tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

8.5.2 Rétentions et confinement

I. Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes:

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir,
- 50 % de la capacité totale des réservoirs associés.

Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.

Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :

- dans le cas de liquides inflammables, 50 % de la capacité totale des fûts,- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts,
- dans tous les cas 800 litres minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 800 l.

II. La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé.

L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) associé(s) est conçue pour pouvoir être contrôlée à tout moment, sauf impossibilité technique justifiée par l'exploitant.

Le stockage des liquides inflammables, toxiques, corrosifs ou dangereux pour l'environnement, n'est autorisé sous le niveau du sol environnant que dans des réservoirs en fosse maçonnée ou assimilés.

Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes au présent arrêté ou sont éliminés comme les déchets.

Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.

Le stockage des liquides inflammables, ainsi que des autres produits toxiques ou dangereux pour l'environnement, n'est permis sous le niveau du sol que dans des réservoirs en fosse maçonnée, ou assimilés, et pour les liquides inflammables, dans les conditions énoncées ci-dessus.

III. Les rétentions des stockages à l'air libre sont vidées dès que possible des eaux pluviales s'y versant.

IV. Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des matières dangereuses pour l'homme ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement.

Les aires de chargement et de déchargement routier et ferroviaire sont étanches et reliées à des rétentions dimensionnées selon les mêmes règles.

V. Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes à l'installation. Les dispositifs internes sont interdits lorsque des matières dangereuses sont stockées.

En cas de dispositif de confinement externe à l'installation, les matières canalisées sont collectées, de manière gravitaire ou grâce à des systèmes de relevage autonomes, puis convergent vers cette capacité spécifique. En cas de recours à des systèmes de relevage autonomes, l'exploitant est en mesure de justifier à tout instant d'un entretien et d'une maintenance rigoureux de ces dispositifs. Des tests réguliers sont par ailleurs menés sur ces équipements.

En cas de confinement interne, les orifices d'écoulement sont en position fermée par défaut. En cas de confinement externe, les orifices d'écoulement issus de ces dispositifs sont munis d'un dispositif automatique d'obturation pour assurer ce confinement lorsque des eaux susceptibles d'être pollués y sont portées. Tout moyen est mis en place pour éviter la propagation de l'incendie par ces écoulements.

Le volume nécessaire à ce confinement est d'au moins :

- **Zone Nord : 1 352 m³.** Ce volume est constitué par les canalisations d'assainissement et la surface étanche du site qui présente des contre-pentes évitant le débordement des eaux d'extinction vers des zones non-étanches. Toutes les précautions doivent être prises pour que les eaux d'extinction ne rejoignent pas les bassins visés à l'article 4.3.5 et notamment le bassin n°2 constituant une réserve d'eau incendie. En outre, l'exploitant doit pouvoir actionner le ou les vannes de sectionnement en toutes circonstances pour garantir le volume disponible requis et éviter de remplir les bassins susmentionnés. **Ces vannes sont toujours accessibles, clairement signalées et situées dans une zone en dehors des effets irréversibles en cas d'incendie (seuil des effets thermiques de 3 kW/m²)**
- **Zone Sud : 699 m³.** Ce volume sera retenu dans le bassin n°1 Sud (d'une capacité totale de 4 000 m³). Les eaux en question suivront le cheminement des eaux de ruissellement sur les aires étanches. La mise en rétention sera déclenchée par arrêt des pompes de vidange (sur l'armoire électrique de commande) placées en sortie de ce bassin.

Toutes les précautions sont prises (notamment l'arrêt des pompes du bassin n°1 Sud) pour que les eaux d'extinction ne rejoignent pas le bassin n°2 Sud visé à l'article 4.3.5 (constituant une réserve d'eau incendie).

En outre, pour la zone Nord, l'exploitant doit pouvoir actionner la ou les vannes de sectionnement en toutes circonstances pour garantir le volume disponible requis et éviter de remplir les bassins n°1 Nord n°2 Sud-Ouest. Ces vannes sont toujours accessibles, clairement signalées et situées dans une zone en dehors des effets irréversibles en cas d'incendie (seuil des effets thermiques de 3 kW/m²)

Les eaux d'extinction collectées doivent être éliminées vers les filières de traitement des déchets appropriées ou être évacuées selon les principes imposés par l'article traitant des eaux pluviales susceptibles d'être polluées.

VI. Les stockages aériens de produits inflammables sont positionnés de façon à ce qu'ils ne puissent être heurtés par des engins de chantier.

8.5.3 Réservoirs

L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) associé(s) à la rétention doit pouvoir être contrôlée à tout moment.

Les matériaux utilisés doivent être adaptés aux produits utilisés de manière, en particulier, à éviter toute réaction parasite dangereuse. Les réservoirs non mobiles sont, de manière directe ou indirecte, ancrés au sol de façon à résister au moins à la poussée d'Archimède.

8.5.4 Règles de gestion des stockages en rétention

Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.

Le stockage des liquides inflammables, ainsi que des autres produits, toxiques, corrosifs ou dangereux pour l'environnement, n'est autorisé sous le niveau du sol que dans des réservoirs installés en fosse maçonnée ou assimilés, et pour les liquides inflammables dans le respect des dispositions du présent arrêté.

L'exploitant veille à ce que les volumes potentiels de rétention restent disponibles en permanence. A cet effet, l'évacuation des eaux pluviales respecte les dispositions du présent arrêté.

8.5.5 Stockage sur les lieux d'emploi

Les matières premières, produits intermédiaires et produits finis considérés comme des substances ou des mélanges dangereux sont limités en quantité stockée et utilisée dans les ateliers au minimum technique permettant leur fonctionnement normal.

8.5.6 Transports - chargements - déchargements

Les aires de chargement et de déchargement de véhicules citernes sont étanches et reliées à des rétentions dimensionnées selon les règles de l'art. Des zones adéquates sont aménagées pour le stationnement en sécurité des véhicules de transport de matières dangereuses, en attente de chargement ou de déchargement.

Le transport des produits à l'intérieur de l'établissement est effectué avec les précautions nécessaires pour éviter le renversement accidentel des emballages (arrimage des fûts...).

En particulier, les transferts de produits dangereux à l'aide de réservoirs mobiles s'effectuent suivant des parcours bien déterminés et font l'objet de consignes particulières.

Le stockage et la manipulation de produits dangereux ou polluants, solides ou liquides (ou liquéfiés) sont effectués sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des fuites éventuelles.

Les réservoirs sont équipés de manière à pouvoir vérifier leur niveau de remplissage à tout moment et empêcher ainsi leur débordement en cours de remplissage.

Ce dispositif de surveillance est pourvu d'une alarme de niveau haut.

Les dispositions nécessaires doivent être prises pour garantir que les produits utilisés sont conformes aux spécifications techniques que requiert leur mise en œuvre, quand celles-ci conditionnent la sécurité.

8.5.7 Elimination des substances ou mélanges dangereux

L'élimination des substances ou mélanges dangereux récupérées en cas d'accident suit prioritairement la filière déchets la plus appropriée. En tout état de cause, leur éventuelle évacuation vers le milieu naturel s'exécute dans des conditions conformes au présent arrêté.

8.6 DISPOSITIONS D'EXPLOITATION

8.6.1 Surveillance de l'installation

L'exploitant désigne une ou plusieurs personnes référentes ayant une connaissance de la conduite de l'installation, des dangers et inconvénients que son exploitation induit, des produits utilisés ou stockés dans l'installation et des dispositions à mettre en œuvre en cas d'incident.

Les personnes étrangères à l'établissement n'ont pas l'accès libre aux installations.

8.6.2 Travaux

Tous les travaux d'extension, modification ou maintenance dans les installations ou à proximité des zones à risque inflammable, explosible et toxique sont réalisés sur la base d'un dossier préétabli définissant notamment leur nature, les risques présentés, les conditions de leur intégration au sein des installations ou unités en exploitation et les dispositions de conduite et de surveillance à adopter.

Les travaux conduisant à une augmentation des risques (emploi d'une flamme ou d'une source chaude par exemple) ne peuvent être effectués qu'après délivrance d'un « permis d'intervention » et éventuellement d'un « permis de feu » et en respectant une consigne particulière.

Le « permis d'intervention » et éventuellement le « permis de feu » et la consigne particulière doivent être établis et visés par l'exploitant ou une personne qu'il aura nommément désignée. Lorsque les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, le « permis d'intervention » et éventuellement le « permis de feu » et la consigne particulière doivent être signés par l'exploitant et l'entreprise extérieure ou les personnes qu'ils auront nommément désignées.

8.6.2.1 Contenu du permis d'intervention, de feu

Le permis rappelle notamment :

- les motivations ayant conduit à sa délivrance,
- la durée de validité,
- la nature des dangers,
- le type de matériel pouvant être utilisé,
- les mesures de prévention à prendre, notamment les vérifications d'atmosphère, les risques d'incendie et d'explosion, la mise en sécurité des installations,
- les moyens de protection à mettre en œuvre notamment les protections individuelles, les moyens de lutte (incendie, etc.) mis à la disposition du personnel effectuant les travaux.

Tous les travaux ou interventions sont précédés, immédiatement avant leur commencement, d'une visite sur les lieux destinée à vérifier le respect des conditions prédéfinies.

8.6.3 Vérification périodique et maintenance des équipements

L'exploitant assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu, colonne sèche par exemple) ainsi que des éventuelles installations électriques et de chauffage, conformément aux référentiels en vigueur.

Les vérifications périodiques de ces matériels sont enregistrées sur un registre sur lequel sont également mentionnées les suites données à ces vérifications.

8.6.4 Consignes d'exploitation

Sans préjudice des dispositions du code du travail, des consignes sont établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel.

Ces consignes indiquent notamment :

- les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté.
- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, notamment l'interdiction de fumer dans les zones présentant des risques d'incendie ou d'explosion ;
- l'interdiction de tout brûlage à l'air libre ;
- l'obligation du "permis d'intervention" pour les parties concernées de l'installation ;
- les conditions de conservation et de stockage des produits, notamment les précautions à prendre pour l'emploi et le stockage de produits incompatibles ;
- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides),
- les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une tuyauterie contenant des substances dangereuses,
- les modalités de mise en œuvre des dispositifs d'isolement du réseau de collecte, prévues à l'article 8.5.2,
- les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie,
- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc.,
- l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident.

8.6.5 Prévention des chutes et collisions (activité liée à la rubrique 2710)

Dans la zone d'apport de déchets par les producteurs des dits déchets, les piétons circulent de manière sécurisée entre chaque zone possible de dépôts de déchets.

I. - Lorsque le quai de déchargement des déchets est en hauteur, un dispositif anti-chute adapté est installé tout le long de la zone de déchargement. Sur les autres parties hautes du site, comme la voie d'accès à la zone de déchargement, un dispositif est mis en place afin d'éviter notamment la chute de véhicules en contre-bas.

Des panneaux signalant le risque de chutes sont affichés à divers endroits de ces zones. La partie basse du quai, où sont manipulés les contenants, est strictement réservée aux personnels de service. Un affichage visible interdit cette zone aux usagers.

II. - Les locaux, voies de circulation et aires de stationnement sont exempts de tout encombrement gênant la circulation des véhicules ou des piétons. L'éclairage est adapté au déchargement des déchets.

8.6.6 Interdiction de feux

Il est interdit d'apporter du feu ou une source d'ignition sous une forme quelconque dans les zones de dangers présentant des risques d'incendie ou d'explosion sauf pour les interventions ayant fait l'objet d'un permis d'intervention spécifique.

8.6.7 Formation du personnel

Outre l'aptitude au poste occupé, les différents opérateurs et intervenants sur le site, y compris le personnel intérimaire, reçoivent une formation sur les risques inhérents des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou accident et, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention.

Des mesures sont prises pour vérifier le niveau de connaissance et assurer son maintien.

8.7 MOYENS D'INTERVENTION EN CAS D'ACCIDENT ET ORGANISATION DES SECOURS

8.7.1 Définition générale des moyens

L'établissement est doté de moyens adaptés aux risques à défendre et répartis en fonction de la localisation de ceux-ci conformément à l'étude de dangers.

8.7.2 Entretien des moyens d'intervention

Les équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles.

L'exploitant doit pouvoir justifier, auprès de l'inspection des installations classées, de l'exécution de ces dispositions. Les matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie sont vérifiés périodiquement selon les référentiels en vigueur. L'exploitant doit fixer les conditions de maintenance, de vérifications périodiques et les conditions d'essais périodiques de ces matériels.

Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées doivent être inscrites sur un registre tenu à la disposition des services de la protection civile, d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.

Sans préjudice d'autres réglementations, l'exploitant fait notamment vérifier périodiquement par un organisme extérieur les matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie suivants selon la fréquence définie ci-dessous :

Type de matériel	Fréquence minimale de contrôle
Extincteur	Annuelle
Robinets d'incendie armés (RIA)	Annuelle
Système d'extinction automatique à eau (sprinkler)	Semestrielle
Installation de détection incendie	Semestrielle
Installations de désenfumage	Annuelle
Portes coupe-feu	Annuelle

8.7.3 Moyens de lutte contre l'incendie

L'exploitant doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum les moyens définis ci-après :

- d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;
- de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours (cf. article 8.2.7) ;
- **8 RIA** au niveau de la ligne de broyage dont le réseau est alimenté par une réserve d'eau de 20 m³ ;
- **2 bornes incendie** du réseau privé du site d'un diamètre nominal DN100 ou DN150 débitant chacune **30 m³/h d'eau en fonctionnement simultané** pendant deux heures et dont les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces appareils. L'exploitant est en mesure de justifier la disponibilité effective des débits d'eau ;
- une **réserve d'eau d'au moins 500 m³** située sur la zone Nord et destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances sur le site. L'exploitant est en mesure de justifier au préfet le dimensionnement du bassin de stockage utilisé dont le volume de 500 m³ doit être contrôlable à tout moment. La réserve est

entourée de 4 plate-formes d'aspiration de 4 m x 8 m qui permettent, chacune, l'accueil d'un engin pompe et sont maintenues constamment libres.

- Une **réserve d'eau d'environ 1 000 m³** située sur la zone Sud, extension du site formée par la plateforme bétonnée. Il s'agit du bassin de rétention n°2 de la zone d'extension (eaux épurées). Une zone réservée aux camions de secours comprenant huit aires de 8 m x 4 m sera matérialisée au sol et laissée libre en permanence.
- un dispositif d'extinction manuelle avec de l'eau au niveau du broyeur actionnable à distance. L'opérateur susceptible de déclencher ce dispositif a en permanence une vue directe sur le broyeur ;
- un bac de sable au niveau de la zone de découpage au chalumeau.
- Deux extincteurs sur roue à poudre ABC de 50 kg sur l'extension.

La qualité de l'eau des bassins servant de réserve d'eau incendie doit être d'une qualité permettant leur pompage par les services d'incendie et de secours.

8.7.4 Consignes de sécurité

Sans préjudice des dispositions du code du travail, les modalités d'application des dispositions du présent arrêté sont établies, intégrées dans des procédures générales spécifiques et/ou dans les procédures et instructions de travail, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel.

Ces consignes indiquent notamment :

- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque dans les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur l'environnement, la sécurité publique ou le maintien en sécurité de l'installation,
- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides),
- les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une canalisation contenant des substances dangereuses et notamment les conditions d'évacuation des déchets et eaux souillées en cas d'épandage accidentel,
- les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie,
- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc.,
- **la procédure permettant, en cas de lutte contre un incendie, d'isoler le site afin de prévenir tout transfert de pollution vers le milieu récepteur.**

8.7.5 Consignes générales d'intervention

Des consignes écrites sont établies pour la mise en œuvre des moyens d'intervention, d'évacuation du personnel et d'appel des secours extérieurs auxquels l'exploitant en aura communiqué un exemplaire. Le personnel est entraîné à l'application de ces consignes.

8.7.6 Exercice incendie

L'exploitant organise, **dans un délai de six mois après la mise en service de la ligne de broyage puis tous les 3 ans**, un exercice incendie avec le service d'incendie et de secours sur son site. Cet exercice consiste notamment à examiner la simulation d'un incendie dans des zones différentes du site et à . Le compte-rendu de chaque exercice est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Les défaillances et anomalies relevées sont consignées dans ce compte-rendu tout comme les mesures correctives qui sont à mettre en place dans les meilleurs délais.

9 CONDITIONS PARTICULIÈRES APPLICABLES À CERTAINES INSTALLATIONS DE L'ÉTABLISSEMENT

9.1 DÉCHETS ENTRANTS

9.1.1 Nature des déchets admissibles

Les déchets admissibles sont ceux figurant dans le présent arrêté.

Un affichage des déchets pris en charge doit être visible à l'entrée du site.

9.1.2 Procédure d'information préalable – avant admission

Avant d'admettre un déchet dans son installation et en vue de vérifier son admissibilité, l'exploitant demande au producteur du déchet, à la (ou aux) collectivité (s) de collecte ou au détenteur une information préalable qui contient les éléments ci-dessous :

- source (producteur) et origine géographique du déchet ;
- informations concernant le processus de production du déchet (description et caractéristiques des matières premières et des produits) ;
- quantité et/ou tonnage ;
- code du déchet conformément à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement.

Cette information préalable doit être formalisée par écrit et conservée sur le site et conservée sur le site pendant une période minimale de deux ans. Elle peut être renouvelée tous les ans en cas d'apports réguliers de déchets.

Cette information préalable n'est pas requise dans le cas des apports par le producteur initial.

9.1.3 Admission des déchets

Les déchets ne peuvent pas être réceptionnés en dehors des heures d'ouverture.

Les déchets sont réceptionnés sous contrôle du personnel habilité par l'exploitant ou de son représentant.

Toute réception de déchets est subordonnée à :

- la vérification de l'existence d'une **information préalable** visée à l'article précédent, en cours de validité, qui est conforme aux déchets reçus (sauf apport volontaire) ;
- un **contrôle de la radioactivité** des déchets ;
- au recueil des **informations nécessaires au renseignement du registre prévu par l'article R. 541-43** du code de l'environnement et mentionné dans l'arrêté du 29 février 2012 susvisé ;
- un **contrôle visuel** lors de l'admission sur site ou lors du déchargement ;
- **la délivrance d'un accusé de réception** écrit pour chaque livraison admise sur le site. Dans le cas de réception de déchets dangereux, le bordereau de suivi de déchets dangereux vaut accusé de réception (sauf apport volontaire) ;
- la présence pour les VHU dépollués d'un récépissé de prise en charge pour destruction établi par le centre VHU agréé et d'un bordereau de suivi.

Dans le cas de réception de déchets d'équipements électriques et électroniques, l'exploitant a à sa disposition les documents lui permettant de connaître la nature et les risques que peuvent représenter les équipements électriques et électroniques au rebut, admis dans l'installation. Il s'appuie, pour cela, notamment sur la documentation prévue à [l'article R. 543-178 du code de l'environnement](#).

Après les vérifications précédentes, les déchets apportés par le producteur initial peuvent être déposés directement sur les aires, bennes, casiers ou conteneurs spécifiques à chaque catégorie de déchets admis. L'affectation des différentes bennes, casiers ou conteneurs destinés à l'entreposage des déchets doit être clairement indiquée par des marquages ou des affichages appropriés. En outre, le trajet à suivre depuis l'entrée du site vers la zone exclusivement dédiée aux apports par le producteur initial doit être clairement indiquée.

Lorsque le dépôt d'un déchet est refusé, le producteur/détenteur du déchet est informé des filières existantes pour sa gestion.

Avec la prise en charge des déchets apportés par le producteur initial, la société AUTO2001 devient le nouveau producteur de ces déchets.

9.1.4 Systèmes de détection de la radioactivité

L'établissement est équipé d'un système de détection de la radioactivité qui est mis en œuvre pour le contrôle systématique des déchets entrant et vise à vérifier l'absence de déchets radioactifs.

Le seuil de déclenchement de l'alarme de ce dispositif est fixé par l'exploitant en tenant compte du bruit de fond local. Les éléments techniques justificatifs de la détermination de ce seuil de déclenchement sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Le seuil de déclenchement ne peut être modifié que par action d'une personne habilitée par l'exploitant. Le réglage de ce seuil de déclenchement est vérifié à fréquence à minima annuelle, selon un programme de vérification défini par l'exploitant.

La vérification du bon fonctionnement du dispositif de détection de la radioactivité est réalisée périodiquement. La périodicité retenue par l'exploitant doit être justifiée, elle a lieu au moins une fois par an. L'exploitant doit pouvoir justifier que l'équipement de détection de la radioactivité est en service de façon continue.

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les documents nécessaires à la traçabilité des opérations de vérification et de maintenance réalisées sur le dispositif de détection de la radioactivité.

9.1.5 Mesures prises en cas de détection de déchets radioactifs

L'exploitant met en place une procédure de gestion des alarmes du dispositif de détection de la radioactivité. Cette procédure identifie les personnes habilitées à intervenir. Ces personnes disposent d'une formation au risque radiologique.

Les alarmes doivent pouvoir être instantanément identifiées par une personne habilitée à intervenir. Le cas échéant, un dispositif de report d'alarme est mis en place.

En cas de détection confirmée de radioactivité dans un chargement, le véhicule en cause est isolé sur une aire spécifique étanche, aménagée sur le site à l'écart des postes de travail permanents. Le chargement est abrité des intempéries.

L'exploitant réalise ou fait réaliser un contrôle du chargement à l'aide d'un radiamètre portable, correctement étalonné, pour repérer et isoler le(s) déchet(s) douteux. Par ailleurs, il réalise ou fait réaliser une analyse spectrométrique des déchets douteux pour identifier la nature et l'activité de chaque radioélément.

La gestion du déchet radioactif est réalisée en fonction de la période du radioélément et débit de dose au contact du déchet. Ceci peut conduire à isoler le déchet durant la durée nécessaire pour assurer la décroissance radioactive, à refuser le déchet et le retourner au producteur ou à demander à l'Andra de venir prendre en charge le déchet.

En cas de gestion de la source par décroissance, l'exploitant dispose d'un local fermé, situé à l'écart des postes de travail permanents, bénéficiant d'une signalétique adaptée (trèfle sur fond jaune) et de consignes de restrictions d'accès claires et bien apparentes.

L'immobilisation et l'interdiction de déchargement sur le site ne peuvent être levées, dans le cas d'une source ponctuelle, qu'après isolement des produits ayant conduit au déclenchement du détecteur. L'autorisation de déchargement du reste du chargement n'est accordée que sur la base d'un nouveau contrôle ne conduisant pas au déclenchement du détecteur.

9.1.6 Registre des déchets entrants et des refus

L'exploitant établit et tient à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets reçus sur le site. Pour chaque chargement, le registre comporte la quantité et la nature des déchets, leur provenance, ainsi que la nature des opérations qu'ils vont subir sur le site.

Le registre des **déchets entrants** contient les informations suivantes :

- la date de réception du déchet ;
- la nature du déchet entrant (code du déchet au regard de la nomenclature définie à l'annexe II de l'article R.541-8 du code de l'environnement) ;
- la quantité du déchet entrant ;
- le nom et l'adresse du détenteur des déchets ;
- le nom et l'adresse du ou des transporteurs, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R.541-53 du code de l'environnement ;
- le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets ;
- le cas échéant, « le numéro de notification prévu par le règlement n°1013/2006 du 14 juin 06 » ;
- l'installation à l'intérieur du site recevant les déchets ;
- le code du traitement qui va être opéré dans l'installation selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE du 19 novembre 2008.

Les **livraisons refusées** sont également signalées dans ce registre, avec mention des motifs de refus et de la destination des déchets refusés indiquée par le producteur ou la collectivité en charge de la collecte de ces déchets.

9.2 DÉCHETS SORTANTS

9.2.1 Registre des déchets sortants

L'exploitant tient à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets sortants.

Le registre des **déchets sortants** contient au moins, pour chaque flux de déchets sortants, les informations suivantes :

- la date de l'expédition du déchet ;
- la nature du déchet sortant (code du déchet au regard de la nomenclature définie à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement) ;
- la quantité du déchet sortant ;
- le nom et l'adresse de l'installation vers laquelle le déchet est expédié ;
- le nom et l'adresse du ou des transporteurs qui prennent en charge le déchet, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ;
- le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets ;
- le cas échéant, le numéro de notification prévu par le règlement susvisé ;
- le code du traitement qui va être opéré dans l'installation vers laquelle le déchet est expédié, selon les annexes I et II de la directive susvisée ;
- la qualification du traitement final vis-à-vis de la hiérarchie des modes de traitement définie à l'article L. 541-1 du code de l'environnement.

Les registres sont conservés pendant au moins trois ans et sont tenus à la disposition des autorités compétentes.

9.2.2 Couverture des camions

Afin d'éviter les envois de déchets, les camions sortant du site sont bâchés.

9.3 RUPTURE DE TRAÇABILITÉ ENTRE LES DÉCHETS ENTRANTS ET SORTANTS

Les informations contenues dans les registres des déchets entrants et sortants visés à l'article 9.1.6 doivent assurer la traçabilité entre les déchets entrants et les déchets sortants.

Toutefois, la société AUTO2001 est exonérée des obligations de traçabilité spécifiées au précédent alinéa, pour les déchets subissant un traitement (dépollution ou broyage).

9.4 VÉHICULES HORS D'USAGE (VHU)

L'exploitant est tenu de respecter les termes de cahiers des charges en annexe II et III du présent arrêté relatifs à ses activités de centre VHU et de broyeur VHU.

9.5 CONDITIONS D'ENTREPOSAGE

Les aires de réception, de transit, regroupement, de tri et de préparation en vue de la réutilisation des déchets doivent être distinctes et clairement repérées. Les zones d'entreposage sont distinguées en fonction du type de déchet, de l'opération réalisée (tri effectué ou non par exemple) et du débouché si pertinent (préparé en vue de la réutilisation, combustible par exemple).

L'exploitant dispose de moyens nécessaires pour évaluer le volume de ses stocks (bornes, pignes, etc.).

Toutes les mesures sont prises pour éviter l'envol des déchets stockés en extérieur.

L'empilement des véhicules terrestres hors d'usage non dépollués est interdit, sauf s'il est utilisé des étagères à glissières superposées (type rack).

Les véhicules terrestres hors d'usage non dépollués ne sont pas entreposés plus de six mois.

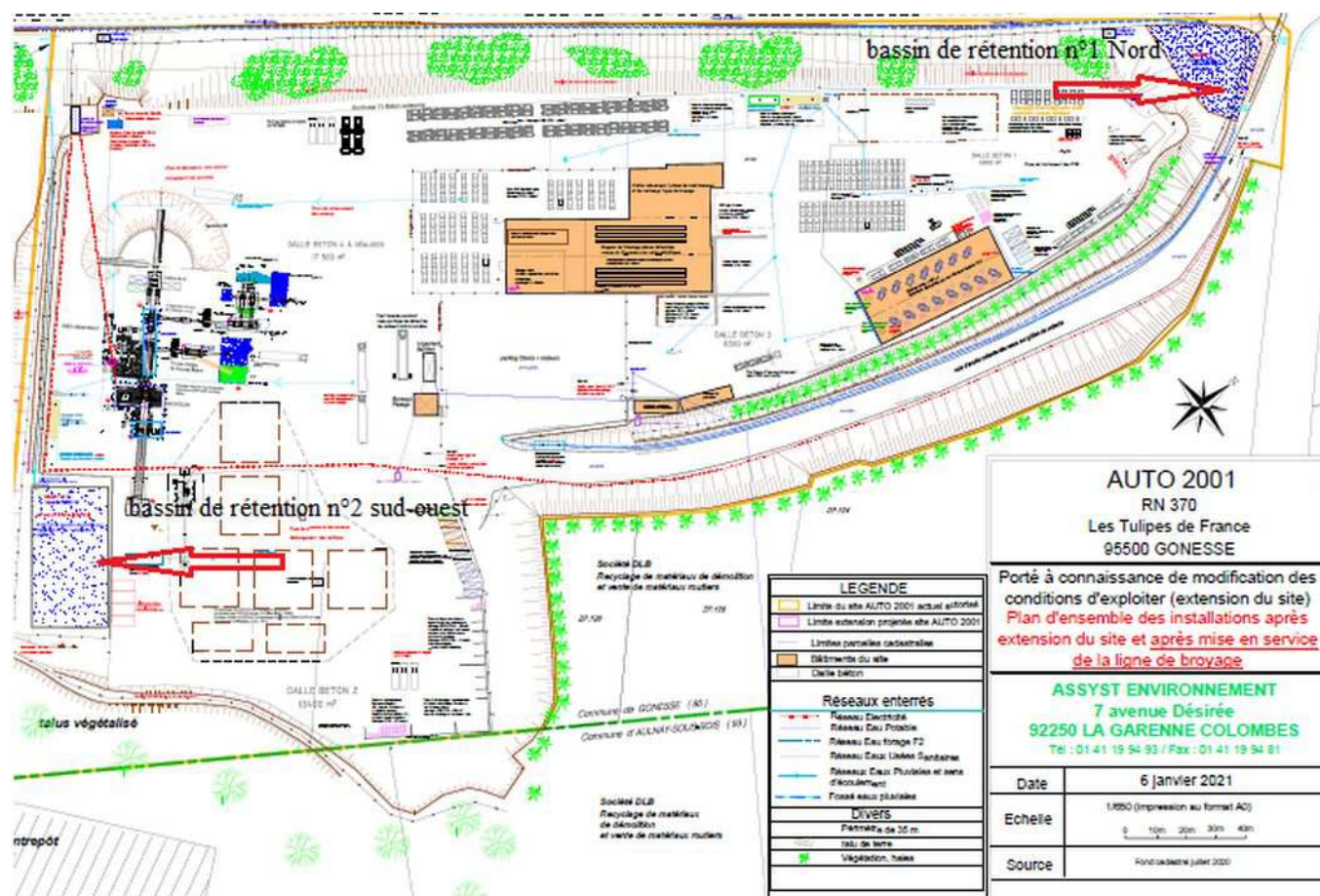
9.6 ZONE DE DÉMONTAGE DE VHU ACCESSIBLE AU PUBLIC

Une zone accessible au public de 1 150 m² est aménagée pour permettre le démontage de pièces sur les VHU dépollués. Dans cette zone, les véhicules ne sont pas superposés. Le démontage s'opère pendant les heures d'ouverture de l'installation. Des équipements de protection adéquates (gants, lunettes, chaussures...) sont mis à la disposition du public.

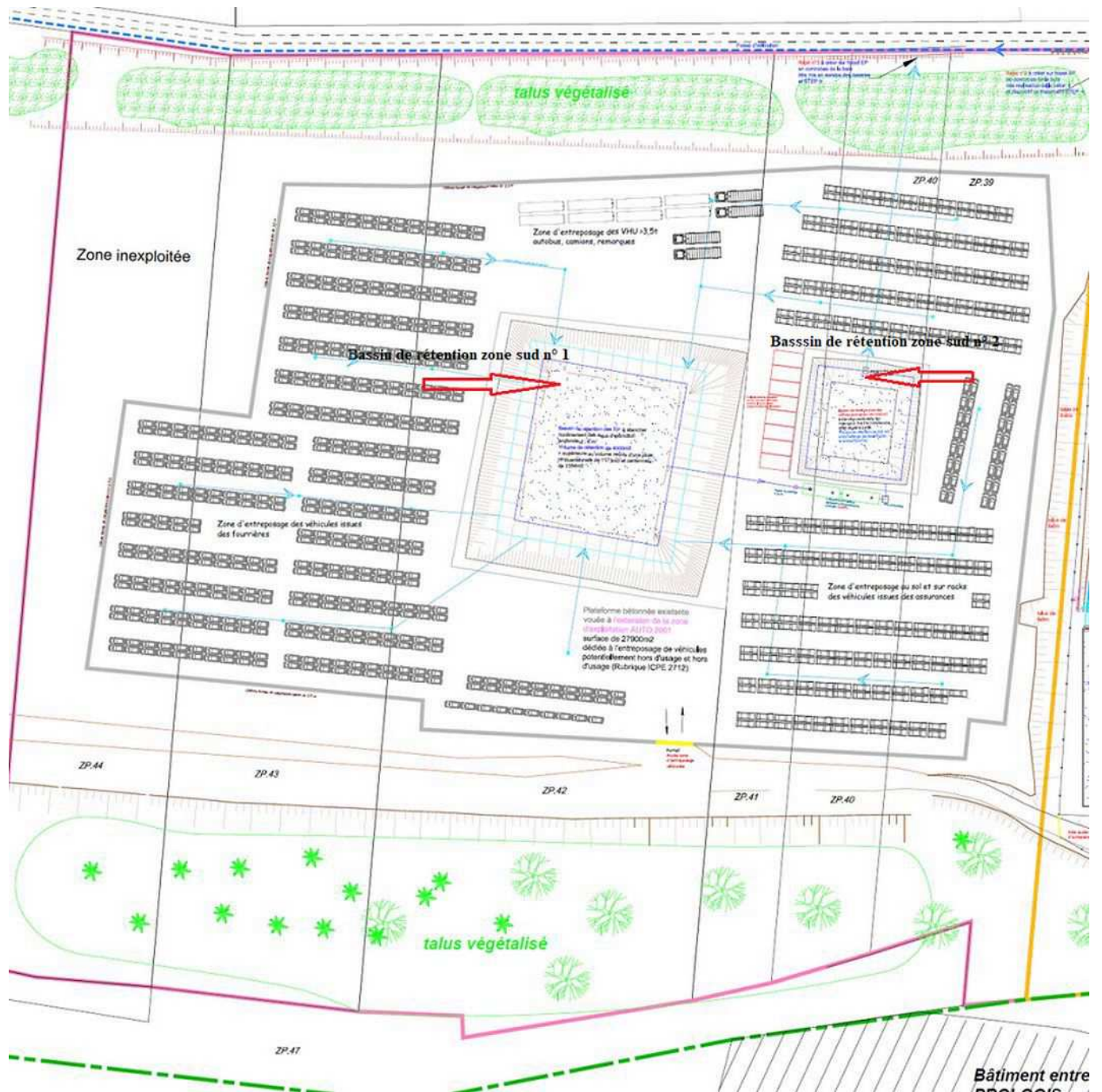
9.7 OXYCOUPAGE

La zone d'oxycoupage est située à au moins **10 m** de tout stockage de matière combustible.

Annexe I: plan de la partie nord après mise en place du broyeur



Annexe II : plan de l'extension projetée (partie sud)



1° Les opérations de dépollution suivantes sont réalisées avant tout autre traitement du véhicule hors d'usage :

- les batteries, les pots catalytiques et les réservoirs de gaz liquéfiés sont retirés ;
- les éléments filtrants contenant des fluides, comme, par exemple, les filtres à huiles et les filtres à carburants, sont retirés à moins qu'ils ne soient nécessaires pour la réutilisation du moteur ;
- les composants susceptibles d'exploser, y compris les airbags et les prétensionneurs sont retirés ou neutralisés ;
- les carburants, les huiles de carters, les huiles de transmission, les huiles de boîtes de vitesse, les huiles hydrauliques, les liquides de refroidissement, les liquides antigel et les liquides de freins ainsi que tout autre fluide présent dans le véhicule hors d'usage sont retirés, et stockés séparément le cas échéant, notamment en vue d'être collectés, à moins qu'ils ne soient nécessaires pour la réutilisation des parties de véhicule concernées ;
- le retrait, la récupération et le stockage de l'intégralité des fluides frigorigènes sont obligatoires en vue de leur traitement ;
- les filtres et les condensateurs contenant des polychlorobiphényles (PCB) et des polychloroterphényles (PCT) sont retirés suivant les indications fournies par les constructeurs automobiles sur la localisation de ces équipements dans les modèles de véhicules concernés de leurs marques ;
- les composants recensés comme contenant du mercure sont retirés suivant les indications fournies par les constructeurs automobiles sur la localisation de ces équipements dans les modèles de véhicules concernés de leurs marques ;
- les pneumatiques sont démontés de manière à préserver leur potentiel de réutilisation ou de valorisation.

2° Les éléments suivants sont extraits du véhicule :

- composants métalliques contenant du cuivre, de l'aluminium, du magnésium sauf si le centre VHU peut justifier que ces composants sont séparés du véhicule par un autre centre VHU ou un broyeur agréé ;
- composants volumineux en matière plastique (pare-chocs, tableaux de bord, récipients de fluides, etc.), sauf si le centre VHU peut justifier que ces composants sont séparés du véhicule par un autre centre VHU ou un broyeur agréé de manière à pouvoir réellement être recyclés en tant que matériaux ;
- verre, sauf si le centre VHU peut justifier qu'il est séparé du véhicule par un autre centre VHU, en totalité à partir du 1er juillet 2013.

3° L'exploitant du centre VHU est tenu de contrôler l'état des composants et éléments démontés en vue de leur réutilisation et d'assurer, le cas échéant, leur traçabilité par l'apposition d'un marquage approprié, lorsqu'il est techniquement possible. Les pièces destinées à la réutilisation peuvent être mises sur le marché sous réserve de respecter les réglementations spécifiques régissant la sécurité de ces pièces ou, à défaut, l'obligation générale de sécurité définie par l'article L. 221-1 du code de la consommation.

La vente aux particuliers de composants à déclenchement pyrotechnique est interdite.

Les opérations de stockage sont effectuées de façon à ne pas endommager les composants et éléments réutilisables ou valorisables, ou contenant des fluides.

Seul le personnel du centre VHU est autorisé à accéder aux véhicules hors d'usage avant les opérations de dépollution visées au 1° du présent article.

4° L'exploitant du centre VHU est tenu de ne remettre :

- les véhicules hors d'usage traités préalablement dans ses installations, qu'à un broyeur agréé ou, sous sa responsabilité, à un autre centre VHU agréé ou à toute autre installation de traitement autorisée à cet effet dans un autre Etat membre de la Communauté européenne, dès lors que le transfert transfrontalier des véhicules hors d'usage est effectué dans le respect des dispositions du règlement n° 1013/2006 du Parlement européen et du Conseil du 14 juin 2006 concernant les transferts de déchets ;
- les déchets issus du traitement des véhicules hors d'usage qu'à des installations respectant les dispositions de l'article R. 543-161 du code de l'environnement.

5° L'exploitant du centre VHU est tenu de communiquer chaque année au préfet du département dans lequel l'installation est exploitée, et à l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie, sous forme électronique à partir de 2013, la déclaration prévue par l'application du 5° de l'article R. 543-164 du code de l'environnement.

Cette déclaration comprend :

- a) Les informations sur les certifications obtenues notamment dans le domaine de l'environnement, de l'hygiène, de la sécurité, du service et de la qualité ;
- b) Le nombre et le tonnage des véhicules pris en charge ;
- c) L'âge moyen des véhicules pris en charge ;
- d) La répartition des véhicules pris en charge par marque et modèle ;
- e) Le nombre et le tonnage de véhicules hors d'usage préalablement traités remis, directement ou via d'autres centres VHU agréés, à des broyeurs agréés, et répartis par broyeur agréé destinataire ;
- f) Le tonnage de produits et déchets issus du traitement des véhicules hors d'usage remis à des tiers ;
- g) Les taux de réutilisation et recyclage et réutilisation et valorisation atteints ;
- h) Les nom et coordonnées de l'organisme tiers désigné au 15° du présent cahier des charges ;
- i) Le cas échéant, le nom du ou des réseau(x) de producteur(s) de véhicules dans lequel s'inscrit le centre VHU.

Lorsqu'un transfert de véhicule(s) hors d'usage est opéré entre deux centres VHU agréés, l'obligation de déclarer au sens du 5° de l'article R. 543-164 pèse sur l'exploitant du premier centre VHU agréé qui a pris en charge le véhicule. Dans ce cas, le deuxième centre VHU agréé a l'obligation de communiquer au premier centre VHU agréé les données nécessaires à ce dernier pour répondre à son obligation de déclarer au sens du 5° de l'article R. 543-164.

La communication de ces informations pour l'année n intervient au plus tard le 31 mars de l'année n + 1.

Le contenu de la déclaration est vérifié et validé par l'organisme tiers désigné au 15° du présent cahier des charges avant le 31 août de l'année n + 1. A partir de 2013, l'organisme tiers réalise également une validation en ligne de la déclaration.

L'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie délivre un récépissé de déclaration. La fourniture de ce récépissé est une des conditions nécessaires au maintien de l'agrément préfectoral.

6° L'exploitant du centre VHU doit tenir à la disposition des opérateurs économiques avec lesquels il collabore, ou avec lesquels il souhaite collaborer, ses performances en matière de réutilisation et recyclage et de réutilisation et valorisation des véhicules hors d'usage.

7° L'exploitant du centre VHU doit tenir à la disposition de l'instance définie à l'article R. 543-157-1 les données comptables et financières permettant à cette instance d'évaluer l'équilibre économique de la filière.

8° L'exploitant du centre VHU est tenu de se conformer aux dispositions de l'article R. 322-9 du code de la route lorsque le véhicule est pris en charge pour destruction, et notamment de délivrer au détenteur du véhicule hors d'usage un certificat de destruction au moment de l'achat.

9° L'exploitant du centre VHU est tenu de constituer, le cas échéant, une garantie financière, dans les conditions prévues à l'article L. 516-1 du code de l'environnement.

10° L'exploitant du centre VHU est tenu de se conformer aux dispositions relatives aux sites de traitement et de stockage des véhicules et des fluides, matériaux ou composants extraits de ces véhicules, suivantes :

- les emplacements affectés à l'entreposage des véhicules hors d'usage sont aménagés de façon à empêcher toute pénétration dans le sol des différents liquides que ces véhicules peuvent contenir ;
- les emplacements affectés à l'entreposage des véhicules hors d'usage non dépollués sont revêtus, pour les zones appropriées comprenant a minima les zones affectées à l'entreposage des véhicules à risque ainsi que les zones affectées à l'entreposage des véhicules en attente d'expertise par les assureurs, de surfaces imperméables avec dispositif de collecte des fuites, décanteurs et épurateurs-dégraisseurs ;
- les emplacements affectés au démontage et à l'entreposage des moteurs, des pièces susceptibles de contenir des fluides, des pièces métalliques enduites de graisses, des huiles, produits pétroliers, produits chimiques divers sont revêtus de surfaces imperméables, lorsque ces pièces et produits ne sont pas eux-mêmes contenus dans des emballages parfaitement étanches et imperméables, avec dispositif de rétention ;
- les batteries, les filtres et les condensateurs contenant des polychlorobiphényles (PCB) et des polychloroterphényles (PCT) sont entreposés dans des conteneurs appropriés ;
- les fluides extraits des véhicules hors d'usage (carburants, huiles de carters, huiles de boîtes de vitesse, huiles de transmission, huiles hydrauliques, liquides de refroidissement, liquides antigel, liquides de freins, acides de

batteries, fluides de circuits d'air conditionné et tout autre fluide contenu dans les véhicules hors d'usage) sont entreposés dans des réservoirs appropriés, le cas échéant séparés, dans des lieux dotés d'un dispositif de rétention ;

- les pneumatiques usagés sont entreposés dans des conditions propres à prévenir le risque d'incendie, à favoriser leur réutilisation, leur recyclage ou leur valorisation, et dans les régions concernées par la dengue et autres maladies infectieuses tropicales, à prévenir le risque de prolifération des moustiques ;
- les eaux issues des emplacements affectés au démontage des moteurs et pièces détachées, mentionnées ci-dessus, y compris les eaux de pluie ou les liquides issus de déversements accidentels, sont récupérées et traitées avant leur rejet dans le milieu naturel, notamment par passage dans un décanteur-déshuileur ou tout autre dispositif d'effet jugé équivalent par l'inspection des installations classées ; le traitement réalisé doit assurer que le rejet des eaux dans le milieu naturel n'entraînera pas de dégradation de celui-ci ;
- le demandeur tient le registre de police défini au chapitre Ier du titre II du livre III de la partie réglementaire du code pénal.

11° En application du 12° de l'article R. 543-164 du code de l'environnement susvisé, l'exploitant du centre VHU est tenu de justifier de l'atteinte d'un taux de réutilisation et de recyclage minimum des matériaux issus des véhicules hors d'usage, en dehors des métaux, des batteries et des fluides issus des opérations de dépollution, de 3,5 % de la masse moyenne des véhicules et d'un taux de réutilisation et de valorisation minimum de 5 % de la masse moyenne des véhicules, y compris par le biais d'une coopération avec d'autres centres VHU agréés ;

12° En application du 12° de l'article R. 543-164 du code de l'environnement susvisé, l'exploitant du centre VHU est également tenu de justifier de l'atteinte d'un taux de réutilisation et de recyclage minimum des matériaux issus des véhicules hors d'usage participant à l'atteinte des objectifs fixés à l'article R. 543-160, y compris par le biais d'une coopération avec les autres opérateurs économiques : en particulier, il s'assure que les performances des broyeurs à qui il cède les véhicules hors d'usage qu'il a traités, ajoutées à ses propres performances, permettent l'atteinte des taux mentionnés à l'article R. 543-160 du code de l'environnement.

13° L'exploitant du centre VHU est tenu d'assurer la traçabilité des véhicules hors d'usage, notamment en établissant en trois exemplaires un bordereau de suivi mentionnant les numéros d'ordre des carcasses de véhicules hors d'usage correspondants aux numéros se trouvant dans le livre de police, ainsi que les tonnages associés (modèle en annexe III du présent arrêté). Un exemplaire du bordereau est conservé par le centre VHU, les deux autres exemplaires étant envoyés au broyeur avec le ou les lot(s) de véhicules hors d'usage préalablement traités correspondants.

14° L'exploitant du centre VHU est tenu de disposer de l'attestation de capacité mentionnée à l'article R. 543-99 du code de l'environnement. Cette attestation est de catégorie V conformément à l'annexe I de l'arrêté du 30 juin 2008 susvisé.

15° L'exploitant du centre VHU fait procéder chaque année à une vérification de la conformité de son installation aux dispositions du cahier des charges annexé à son agrément par un organisme tiers accrédité pour un des référentiels suivants :

- vérification de l'enregistrement dans le cadre du système communautaire de management environnemental et d'audit (EMAS) défini par le règlement (CE) n° 761/2001 du Parlement européen et du Conseil du 19 mars 2001 ou certification d'un système de management environnemental conforme à la norme internationale ISO 14001 ;
- certification de service selon le référentiel « traitement et valorisation des véhicules hors d'usage et de leurs composants » déposé par SGS QUALICERT ;
- certification de service selon le référentiel CERTIREC concernant les entreprises du recyclage déposé par le Bureau Veritas Certification.

Les résultats de cette vérification sont transmis au préfet du département dans lequel se situe l'installation.

Annexe III : cahier des charges lié à l'agrément « broyeur de VHU »

1° Le broyeur est tenu de ne prendre en charge que les véhicules hors d'usage qui ont été préalablement traités par un centre VHU agréé. Il est ainsi tenu de refuser tout véhicule hors d'usage pour lequel les opérations prévues à l'annexe I n'ont pas été préalablement réalisées.

2° Le broyeur est tenu de broyer les véhicules hors d'usage préalablement traités par un centre VHU agréé.

A cette fin, il doit disposer d'un équipement de fragmentation des véhicules hors d'usage préalablement traités et de tri permettant la séparation sur site des métaux ferreux des autres matériaux.

3° Le broyeur a l'obligation de ne remettre les déchets issus du broyage des véhicules hors d'usage préalablement traités par un centre VHU agréé qu'à des installations respectant les dispositions de l'article R. 543-161 du code de l'environnement.

4° Le broyeur est tenu de communiquer chaque année au préfet du département dans lequel l'installation est exploitée, et à l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie, sous forme électronique à partir de 2013, la déclaration prévue par l'application du 4 de l'article R. 543-165.

Cette déclaration comprend :

- a) Les informations sur les certifications obtenues notamment dans le domaine de l'environnement, de l'hygiène, de la sécurité, du service et de la qualité ;
- b) Le nombre, le tonnage et l'origine des véhicules préalablement traités par des centres VHU agréés pris en charge, répartis par centre VHU agréé d'origine ;
- c) Le tonnage de produits ou déchets issus du traitement des véhicules hors d'usage préalablement traités par des centres VHU agréés, remis à des tiers avec le nom et les coordonnées des tiers et la nature de l'éventuelle valorisation des produits et déchets effectuée par ces tiers ;
- d) Les résultats de l'évaluation prévue au 9° ;
- e) Les taux de réutilisation et recyclage et réutilisation et valorisation atteints.

La communication de ces informations pour l'année n intervient au plus tard le 31 mars de l'année n + 1.

Le contenu de la déclaration est vérifié et validé par l'organisme tiers désigné au 13° du présent article avant le 31 août de l'année n + 1. A partir de 2013, l'organisme tiers réalise également une validation en ligne de la déclaration.

L'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie délivre un récépissé de déclaration. La fourniture de ce récépissé est une des conditions nécessaires au maintien de l'agrément préfectoral.

5° Le broyeur doit tenir à la disposition des opérateurs économiques avec lesquels il collabore, ou avec lesquels il souhaite collaborer, ses performances en matière de réutilisation et recyclage et de réutilisation et valorisation des véhicules hors d'usage.

6° Le broyeur doit tenir à la disposition de l'instance définie à l'article R. 543-157-1 les données comptables et financières permettant à cette instance d'évaluer l'équilibre économique de la filière.

7° Le broyeur est tenu de constituer, le cas échéant, une garantie financière, dans les conditions prévues à l'article L. 516-1 du code de l'environnement.

8° Le broyeur doit se conformer aux dispositions relatives au stockage des véhicules et des matériaux issus du broyage de ces véhicules, suivantes :

- les emplacements utilisés pour le dépôt des véhicules hors d'usage préalablement traités par des centres VHU agréés et le dépôt des déchets et produits issus du broyage de ces véhicules sont aménagés de façon à empêcher toute pénétration dans le sol des différents liquides résiduels que ces véhicules, déchets ou produits pourraient encore contenir malgré l'étape de dépollution des véhicules hors d'usage assurée par les centres VHU agréés ;
- les eaux issues des emplacements mentionnés ci-dessus, y compris les eaux de pluie ou les liquides issus de déversements accidentels, sont récupérées et traitées avant leur rejet dans le milieu naturel, notamment par passage

dans un décanteur-déshuileur ou tout autre dispositif d'effet jugé équivalent par l'inspection des installations classées ; le traitement réalisé doit assurer que le rejet des eaux dans le milieu naturel n'entraînera pas de dégradation de celui-ci ;

- les opérations de stockage sont effectuées de façon à ne pas endommager les composants et éléments valorisables ;
- le demandeur tient le registre de police défini au chapitre Ier du titre II du livre III de la partie réglementaire du code pénal.

9° Le broyeur est tenu de procéder, au moins tous les trois ans, à une évaluation de la performance de son processus industriel de séparation des métaux ferreux et des autres matières ainsi que de traitement des résidus de broyage issus de véhicules hors d'usage, en distinguant, le cas échéant, les opérations réalisées en aval de son installation y compris celles effectuées par des installations de tri postbroyage ; cette évaluation est réalisée suivant un cahier des charges applicable à l'ensemble des broyeurs élaboré par l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie et approuvé par le ministère chargé de l'environnement.

10° En application du 10° de l'article R. 543-165 du code de l'environnement susvisé, le broyeur est tenu de justifier de l'atteinte d'un taux de réutilisation et de recyclage minimum et d'un taux de réutilisation et de valorisation minimum des véhicules hors d'usage, en dehors des métaux, respectivement de 3,5 % de la masse moyenne des VHU et de 6 % de la masse moyenne des VHU.

11° En application du 10° de l'article R. 543-165 du code de l'environnement susvisé, le broyeur est également tenu de justifier de l'atteinte d'un taux de réutilisation et de recyclage minimum et d'un taux de réutilisation et de valorisation minimum des véhicules hors d'usage participant à l'atteinte des objectifs fixés à l'article R. 543-160 y compris par le biais d'une coopération avec les autres opérateurs économiques : en particulier, il s'assure que les performances des centres VHU à qui il achète les véhicules hors d'usage préalablement traités, ajoutées à ses propres performances, permettent l'atteinte des taux mentionnés à l'article R. 543-160 du code de l'environnement.

12° Le broyeur est tenu de se conformer aux prescriptions imposées en matière de traçabilité des véhicules hors d'usage, et notamment de confirmer, en renvoyant l'un des exemplaires du bordereau de suivi au centre VHU agréé ayant assuré la prise en charge initiale des véhicules hors d'usage (modèle en annexe du présent arrêté), la destruction effective des véhicules hors d'usage préalablement traités par ce centre VHU agréé, dans un délai de quinze jours à compter de la date de leur broyage.

13° Le broyeur fait procéder chaque année à une vérification de la conformité de son installation aux dispositions du cahier des charges annexé à son agrément par un organisme tiers accrédité pour un des référentiels suivants :

- vérification de l'enregistrement dans le cadre du système communautaire de management environnemental et d'audit (EMAS) défini par le règlement (CE) n° 761/2001 du Parlement européen et du Conseil du 19 mars 2001 ou certification d'un système de management environnemental conforme à la norme internationale ISO 14001 ;
- certification de service selon le référentiel « traitement et valorisation des véhicules hors d'usage et de leurs composants » déposé par SGS QUALICERT ;
- certification de service selon le référentiel CERTIREC concernant les entreprises du recyclage déposé par le Bureau Veritas Certification.

Les résultats de cette vérification sont transmis au préfet du département dans lequel se situe l'installation.